L-1 . . ►

La [illegible] chambre [illegible] section de législation du Conseil d'Etat, composée de :

M. [illegible], Président au Conseil d'Etat, Président
MM. [illegible] et [illegible], Conseillers d'Etat
[illegible] et [illegible], Assesseurs
[illegible], Greffier adjoint, Greffier
a donné en sa séance du [illegible] l'avis suivant :

(Doc. n° 530 - Sénat. 1947-48.)

Proposition de loi modifiant la législation relative au gage

(Sénat de Belgique, Session de I947-I948, Document n° 92)

A V I S D U C O N S E I L D ' E T A T.

C h a p i t r e I.

Aperçu de la doctrine.

La proposition de loi, soumise à la section de législation et tendant à unifier les règles qui régissent le gage civil et le gage commercial, semble être l'aboutissement d'un mouvement doctrinal assez récent, s'appuyant à la fois sur des arguments d'ordre économique et d'ordre juridique.

Un premier article intitulé: "Pour une procédure plus rapide en matière de réalisation des gages sur titres" parut sans signature dans la Revue de la Banque. (I)

" Au point de vue
" des opérations d'avances sur titres, particulièrement, écrit
" l'auteur anonyme de cet article, cette législation (sur le gage)

(I) I943, pp. 309 ss.

" n'est plus adaptée aux faits. Par la protection
" exagérée qu'elle accorde au débiteur, elle a don-
" né lieu à des abus. Dans de nombreux cas, surtout
" pendant la crise boursière de 1929 à 1935, les
" moyens de procédure opposés aux créanciers ont
" retardé la réalisation de gages jusqu'au moment
" où la baisse est devenue irrémédiable"...

" Cette situation lèse l'intérêt public,
" puisqu'elle compromet la sécurité des placements
" des banques et, par voie de conséquence, celle des
" dépôts en banque"...

L'auteur évoque alors quelques unes des difficultés qu'entraîne la législation actuelle.

La procédure se trouve, tout d'abord, retardée par des exceptions d'incompétence, fondées sur la dualité des régimes applicables au gage, en matière civile et en matière commerciale.

D'autre part, la procédure du droit civil est longue et compliquée. La procédure du droit commercial, cependant plus souple et plus expéditive, n'échappe pas non plus à la critique. L'une et l'autre requièrent l'autorisation de justice en vue de la réalisation du gage, et c'est là une exigence excessive.

En conséquence, l'auteur de l'article propose deux remèdes :

1)- Soumettre à un même mode de réalisation tous les gages sur titres;

2)- Supprimer l'autorisation de justice et la remplacer par une simple mise en demeure.

Il note, en outre, à l'appui de sa manière de voir, que les abus dans l'exécution sont peu probables et que certaines législations étrangères sont déjà entrées dans la voie proposée.

" Cette réforme, très simple, conclut-il, " accroîtrait considérablement la sécurité des avan- " ces sur titres. Pour le plus grand bien du public, " elle permettrait d'avancer à un taux plus favora- " ble une quotité plus forte de la valeur des ti- " tres."

M. René Piret, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Louvain, fit écho à l'article précédent en publiant dans la Revue déjà citée une étude intitulée : "La réalisation du gage en titres au porteur, en droit belge et en droit comparé."(1)

Le but qu'il s'assigne est de passer en revue les enseignements du droit étranger concernant le sort du gage, constitué en titres au porteur, et d'établir ainsi d'utiles comparaisons avec le droit national.

Quant au droit belge, M. Piret souscrit aux critiques déjà formulées au sujet de la dualité des régimes et des longueurs de la procédure du droit civil. Il estime exagérés, par contre, les reproches dirigés contre la procédure commerciale.

Analysant ensuite en détail les législations française, luxembourgeoise, hollandaise, allemande, suisse et italienne, M. Piret formule la conclusion suivante :

---

(1) 1944, pp.106 ss. et 138 ss.

" La conclusion qui se dégage de notre exposé de droit comparé est tout d'abord que le régime de la réalisation du gage civil, établi par le Code Napoléon, et critiqué partout, a été abandonné par les législations plus récentes : loi hollandaise , loi suisse, loi italienne; le Code civil allemand l'a remplacé par un système moins complexe, mais dont les résultats ne sont point non plus suffisamment rapides; le droit luxembourgeois, tout en le maintenant en principe, a soustrait à son application les gages constitués pour garantir le paiement d'une dette civile, mais dont l'objet matériel consistait en titres de bourse.

" Il apparaît, par contre, que notre régime légal de réalisation du gage commercial supporte fort bien, malgré certaines apparences, la comparaison avec les législations étrangères, spécialement avec la loi française, la loi allemande, la loi suisse, voire avec les lois luxembourgeoise et italienne (sous réserve du régime spécial appliqué aux avances bancaires par le Code italien). La loi hollandaise, il est vrai, est sensiblement plus favorable aux intérêts du créancier; mais ne peut-on précisément lui reprocher de l'être trop?

" Enfin, il semble bien que si l'on excepte le droit français et, lorsque le gage ne porte pas sur des titres de bourse, le droit luxembourgeois, les législations étrangères sont beaucoup moins défiantes que la nôtre à l'égard du pacte commissoire, en tant qu'il dispense le créancier de l'observation des conditions et formalités légales."

Revenant alors au droit belge, M. Piret se déclare partisan du maintien de l'autorisation de

justice, mais non pas des stipulations conventionnelles permettant de réaliser le gage sans les formalités légales.

Il préconise les améliorations suivantes :

1)- Abandon de la procédure du droit civil par transposition des règles du droit commercial dans l'article 2078 du Code civil;

2)- Suppression de la dualité des régimes du gage civil et commercial, en matière de réalisation, par attribution de compétence au tribunal civil et à son président, compétence qui s'exercerait concurremment avec celle du tribunal de commerce et de son président, étant entendu que la compétence du tribunal civil ne pourrait jamais être écartée par application de l'article 8, al. 2, de la loi du 25 mars 1876, modifié par la loi du 15 mars 1932.

Aux études mentionnées ci-dessus, il convient d'ajouter l'ouvrage de M. Urbain, membre de l'Institut belge des reviseurs de banques, intitulé: "Les prêts et avances sur titres", paru en 1944, et une conférence du même auteur, publiée en 1945 sous le titre : "La position du banquier détenteur d'un gage constitué en valeurs mobilières".(1)

M. Urbain formule contre le dualisme du régime des gages des critiques analogues à celles que nous connaissons déjà. Il propose comme remède la substitution de la procédure commerciale à la procédure civile et l'attribution du caractère de commercialité à tous les gages de valeurs mobilières garantissant un crédit bancaire.

---

(1) Conférences du Centre d'études bancaires, Bruylant.

M. Piret est revenu sur certaines des idées précédemment émises, dans un dernier article de la Revue de la Banque, cité spécialement par l'auteur de la proposition de loi et intitulé : "Vers l'unification du droit civil et du droit commercial".(1)

Il y examine la possibilité d'un rapprochement entre les règles civiles et les règles commerciales dans toute une série de matières : la preuve, la cession de créance, la solvabilité de la caution, le taux de l'intérêt légal, le gage, le mandat et la commission, le contrat d'assurance, le contrat de transport, les contrats cambiaires, les sociétés, la faillite et la déconfiture, les juridictions et les procédures propres au commerce.

En ce qui concerne plus particulièrement le gage, M. Piret précise plus complètement toutes les différences qui séparent le droit civil du droit commercial, pour aboutir à cette conclusion :

" Il serait certainement préférable d'en
" venir à une unification; nous croyons que rien
" n'empêche de transposer en matière civile dans
" leur ensemble les règles établies pour le gage
" commercial; il n'y a en tout cas aucun inconvé-
" nient à transposer celle qui concerne la réalisa-
" tion du gage."

C'est sur cette conclusion que l'auteur de la proposition de loi s'est fondé pour justifier un système d'unification absolument radical.

Il aboutit, en effet, à supprimer la dualité des régimes en matière de gage, par incorporation

---

(1) 1946, pp.225 ss. et surtout pp.235-236; également pp.293 ss.

dans le droit commun de toutes les règles du droit commercial, tout en conservant les principes de droit civil, déjà applicables au gage commercial, ou dont le maintien était jugé sans inconvénient dans le système nouveau.

La conséquence de cette conception radicale, c'était la suppression de la législation existante sur le gage commercial et la création d'une réglementation unique, applicable aux deux espèces de gage et comportant, notamment, mêmes conditions de constitution et mêmes conditions de réalisation.

La conclusion formulée par M. Piret dans son article de 1946 n'allait cependant pas aussi loin.

Il faut, en effet, replacer cette conclusion dans le contexte général de l'article et des autres études du même auteur.

M. Piret préconise, certes, une certaine unification des règles civiles et commerciales, mais une unification généralisée portant sur un ensemble de matières, dont le gage n'est qu'une partie.

Dans l'immédiat, la seule réforme dont il est certainement partisan est l'adoption en droit civil des règles commerciales relatives à la réalisation du gage.

On a vu, d'ailleurs, par l'exposé qui précède, que c'est surtout la réforme de la procédure de réalisation qui est souhaitée.

C h a p i t r e II.

Examen de la proposition de loi au point de vue de la concordance avec les principes généraux du droit.

Le système d'unification radicale préconisé par l'auteur de la proposition de loi soulève de très sérieuses objections.

Première considération.

Avant la loi du 5 mai 1872 sur le gage commercial, le régime du Code civil s'appliquait, en général, à tous les nantissements, quelle que fût leur nature.

A la suite de l'essor du machinisme et de l'intensification des échanges, il apparut désirable de simplifier les formalités de constitution et de réalisation du gage, en vue de favoriser le crédit commercial.

C'est ce qui résulte clairement des travaux préparatoires de la loi de 1872. (1)

Dans le rapport fait au nom de la Commission de la Chambre, M. Dewandre s'exprimait, en effet, comme suit :

" Plus la constitution et la réalisation du "gage sont simples et plus la personne qui veut "emprunter sur nantissement trouve facilement et à "bas prix l'argent dont elle a besoin.

---

(1) Nyssens et De Baets, Commentaire législatif du Code de Commerce belge, T.I.,pp.193 ss.)

"Il faut donc que la constitution et la réali-
"sation du gage puissent se faire avec le moins de
"formalités et le moins de frais possible." (1)

Dans son rapport, fait au nom des Commissions du Sénat, M. d'Anethan cita le passage ci-dessus, en signalant que ses termes n'avaient jamais été contredits. Il nota, de son côté, que le but de la loi était de rendre plus facile et moins coûteuse la constitution du gage.(2).

Ainsi donc, le commerce vivant de crédit, la législation de 1872 se justifiait par le concours qu'elle apportait au développement du négoce et de l'industrie, en encourageant la mobilisation des stocks et des richesses improductives.

Il n'est pas sans intérêt de noter, par ailleurs, que, lors des discussions relatives à la loi de 1872, les orateurs ont dénoncé les inconvénients que présentaient pour le commerce et l'industrie les dispositions du Code civil, mais que personne alors n'a proposé d'étendre à tous les gages l'ensemble des règles propres au commerce.

C'est donc qu'au siècle dernier le formalisme du Code civil n'apparaissait pas généralement comme nuisible et qu'on ne désirait pas, à l'époque, encourager systématiquement les recours au crédit.

On peut se demander si la situation a subi, depuis 1872, des modifications telles qu'il soit devenu socialement désirable de développer chez les non-commerçants le recours à l'emprunt avec nantissement, en faisant table rase des règles du droit civil, notamment en matière de constitution de gage.

L'auteur de la proposition ne donne sur ce point aucune justification.

---

(1) Op.cit., p.195.
(2) Op.cit., p.244.

Deuxième considération.

Aux termes de l'article 2074 du Code civil, le privilège du créancier gagiste est subordonné à la rédaction d'un acte enregistré, contenant la déclaration de la somme due, ainsi que l'espèce et la nature des choses données en gage, ou un état annexé de leur qualité, poids et mesure.

Quelle est la raison d'être de ces conditions de constitution du gage civil? Exclusivement, l'intérêt des tiers, le but du gage étant d'établir un privilège à leur détriment.

Les formalités prescrites par l'article 2074, étrangères aux rapports créés entre créancier gagiste et débiteur, sont une sauvegarde pour les créanciers chirographaires contre les constitutions de gage fictives ou frauduleuses. "Il im-"porte, en effet, d'éviter que le débiteur, in-"solvable et à la veille d'une saisie, ne consen-"te des constitutions de gage à certains de ses "créanciers au préjudice des autres, n'augmente "frauduleusement la consistance des gages antérieu-"rement concédés ou le montant de la créance qu'ils "garantissent, ou enfin, en vue de soustraire cer-"tains de ses biens à la saisie, ne s'entende avec "un de ses créanciers pour constituer en sa faveur "un gage qui, en réalité, n'existe pas". (1)

On comprend que des conditions aussi rigoureuses ne soient pas exigées en droit commercial. Pourquoi ? D'abord, parce qu'elles sont incompatibles avec la célérité des opérations commerciales, mais ensuite et surtout parce que la protection

---

(1) De Page, Traité élémentaire de droit civil belge, (1942), T.VI, n° 1039.

des tiers, en conflit avec un débiteur commerçant, est mieux assurée par les garanties spéciales que leur accorde la législation sur les faillites (nullité ou annulabilité du gage constitué pendant la période suspecte).

Une protection aussi efficace n'existe pas en cas de conflit des créanciers avec un débiteur non commerçant en état d'insolvabilité, puisque la loi n'a pas organisé, de manière systématique, le régime de la déconfiture. (1)

Si les mesures protectrices de l'article 2074 n'avaient pas été prévues, les créanciers auraient certes pu attaquer un acte frauduleux, au moyen de l'action paulienne, mais on sait combien l'exercice de cette action est difficile.

Ainsi, bien des choses s'enchaînent dans un système juridique donné et il peut être dangereux d'unifier dans un domaine sans unifier parallèlement dans un autre, qui est connexe au premier. Ne serait-il pas imprudent, dans cet ordre d'idées, de priver les créanciers du débiteur civil des garanties résultant des règles propres au gage civil, si l'on n'organise pas en même temps un régime de déconfiture ou de "faillite civile"?

On ne voit d'ailleurs pas nettement les inconvénients graves, d'ordre pratique, qu'entraînerait le maintien des règles actuelles, relatives à la constitution du gage civil.

Ces inconvénients sont certains en matière commerciale, où la célérité des opérations exige des formalités simplifiées, mais s'il s'agit d'un gage civil, on doit se demander si les mêmes raisons peuvent être invoquées. L'auteur de la proposition ne fournit, à cet égard, aucun éclaircissement.

---

(1) Centre d'études pour la réforme de l'Etat, Réforme de la procédure, T.II, pp.117 ss.

Troisième considération.

Le domaine de la preuve fournit un autre exemple des objections auxquelles se heurte le système de la proposition de loi.

Entre parties, en effet, le contrat de gage se prouve, en matière civile, suivant les règles de l'article 1341 du Code civil, comportant prééminence de l'acte écrit, alors qu'en matière commerciale, il se prouve suivant les modes plus souples propres au commerce : livres, témoignages, présomptions.

L'unification proposée laisse ainsi subsister, dans le domaine de la preuve entre parties, une discordance avec les principes généraux du Code civil, alors qu'une oeuvre cohérente aurait exigé une modification des règles de la preuve civile, si l'on voulait soumettre le gage, de quelque nature qu'il soit, à un régime rigoureusement uniforme.

A l'égard des tiers, d'autre part, la preuve de la date du gage résulte, en matière civile, de l'enregistrement, ce qui n'est qu'une application du droit commun de l'article 1328 du Code civil sur l'opposabilité aux tiers des actes ayant date certaine.

Ce droit commun, par contre, ne s'étend pas au gage commercial, où la preuve de la date, incombant au créancier, peut être administrée par toutes voies de droit.

Dans le système qu'il préconise, l'auteur de la proposition rend applicables à tous les gages les modes de preuve admis par le droit commercial,

ce qui a pour conséquence d'introduire dans le droit civil, pour un cas particulier, une règle qui déroge aux principes généraux de ce droit en matière d'opposabilité aux tiers d'un acte sous seing privé.

Manque d'harmonie regrettable, qui démontre une fois de plus les inconvénients d'une unification qui ne s'accompagne pas d'une réforme d'ensemble.

Quatrième considération.

L'auteur de la proposition de loi attribue compétence exclusive au président du tribunal de première instance pour autoriser la réalisation de tous gages, civils et commerciaux.

Le consécration de ce principe constitue une grave dérogation aux règles ordinaires de la compétence.

Sans doute, la loi du 15 mars 1932 a-t-elle donné plénitude de juridiction au tribunal civil, et il n'est nullement illogique, dès lors, que ce tribunal et son président puissent connaître de la réalisation d'un gage même commercial.

Mais pourquoi aller jusqu'à une compétence exclusive, alors qué l'article 8 de la loi du 25 mars 1876, modifiée par la loi du 15 mars 1932, prévoit expressément le dessaisissement au profit du tribunal de commerce, si le défendeur le demande, et alors qu'il existe toujours en Belgique une juridiction consulaire, naturellement compétente pour connaître des contestations commerciales?

A raison de son expérience des affaires et de sa connaissance des usages, le président du tribunal de commerce est mieux placé que le président

du tribunal de première instance, pour statuer sur les meilleures modalités de réalisation de certains gages commerciaux, consistant notamment en marchandises.

Il est d'autant plus indiqué de ne pas déposséder le président du tribunal de commerce de son droit d'autoriser la réalisation d'un gage que le tribunal lui-même est compétent pour connaître, au fond, de l'obligation principale, dont le gage n'est qu'un accessoire.

Si l'on adoptait le système de la proposition de loi, on aboutirait à cette anomalie que le créancier gagiste devrait s'adresser à la juridiction civile pour la réalisation de son gage et à la juridiction consulaire pour faire condamner son débiteur commerçant à payer le solde de sa dette, non couverte par la vente du gage.

Sans doute, le créancier aurait-il pu, dans ce dernier cas, saisir le tribunal civil, mais il s'exposait alors au risque d'un renvoi devant le tribunal de commerce, sur demande du défendeur.

On dira peut-être que, dans l'état actuel de la législation, si le président du tribunal de première instance n'est pas compétent pour ordonner la réalisation d'un gage commercial, le tribunal civil l'est, par contre, pour statuer sur l'obligation principale, si le défendeur accepte le débat devant lui.

Mais cet argument nous paraît sans valeur, pour le motif que le tribunal de première instance ne peut connaître du fond que conditionnellement, alors que le tribunal de commerce, s'il est saisi, en connaît nécessairement.

On voit assez par ce qui précède que l'unification proposée ne pourrait se réaliser qu'au prix d'une atteinte grave aux principes régissant la compétence, doublée d'une anomalie.

Cinquième considération.

Pour justifier la réforme préconisée, l'auteur de la proposition de loi fait état de ce que certaines législations étrangères et spécialement les législations hollandaise et suisse ne font aucune distinction entre le gage constitué pour garantir des dettes civiles et le gage constitué pour garantir des dettes commerciales.

Cet argument de droit comparé ne nous paraît pas pertinent.

En effet, en droit hollandais, la distinction entre le droit civil et le droit commercial est infiniment moins tranchée qu'en droit belge. La Hollande, d'autre part, ne possède pas de juridictions consulaires et la faillite y est organisée comme un régime commun à tous les débiteurs insolvables, ce qui n'est pas le cas chez nous.

De même, la législation suisse ne fait plus de différence entre droit civil et droit commercial.

Les dispositions du droit privé sont groupées en deux codes : le Code civil et le Code des obligations.

Le Code des obligations traite indistinctement des contrats qui, dans notre droit, sont considérés comme contrats commerciaux, et de ceux qui sont considérés comme contrats civils.

C'est cependant dans le livre IV du Code civil, consacré aux droits réels, que se trouvent

les règles sur le gage mobilier; ces règles doivent être complétées par celles de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite : la réalisation du gage est en effet traitée, à juste titre, en droit suisse, parmi les mesures d'exécution.

La procédure de réalisation du gage semble organisée pour assurer la protection du débiteur contre une liquidation trop rapide et à des conditions désavantageuses.

Le droit suisse concentre les mesures d'exécution contre le débiteur - débiteur gagiste comme débiteur ordinaire - entre les mains de l'Office des poursuites, institution publique.

C'est à l'Office des poursuites que le créancier doit s'adresser après le non-paiement à l'échéance.(1)

On voit ainsi que l'argument tiré du droit comparé, loin d'appuyer le point de vue de l'auteur de la proposition, aboutit au contraire à montrer que l'unification préconisée n'est acceptable que dans le cadre d'une réforme d'ensemble.

\+

\+ \+

Résulte-t-il des développements qui précèdent que rien ne doit être changé dans la législation actuelle relative au gage?

Assurément non.

Si l'unification radicale qui est proposée paraît critiquable, il n'en reste pas moins que certains aménagements sont souhaitables, en ce qui concerne exclusivement la réalisation du gage.

(1) Piret, La réalisation du gage en titres au porteur, en droit belge et en droit comparé (loc.cit.).

La procédure lourde et coûteuse, organisée par l'article 2078 du Code civil devant le tribunal de première instance, gagnerait à être remplacée par la procédure plus souple et plus expéditive instituée par la loi du 5 mai 1872.

Pareille réforme trouve un précédent dans l'article 3 de la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles, modifiée par la loi du 21 juin 1894 : "La réalisation du gage qui aurait été four-"ni par le comptoir ou par ses membres sera, le "cas échéant, poursuivie conformément aux articles "4 à 9 de la loi du 5 mai 1872. Toutefois, la "requête sera adressée au président du tribunal "de première instance. Ce tribunal connaîtra de "l'opposition à l'ordonnance, et les significa-"tions seront faites au greffe civil".

Les travaux préparatoires nous éclairent sur la raison d'être de cette disposition.

Les comptoirs sont tenus envers la Caisse d'épargne d'exécuter les obligations de l'emprunteur agricole, en cas de défaillance de ce dernier. Si la Caisse d'épargne a exigé des comptoirs, pour sûreté de leurs engagements, la constitution d'un gage mobilier, elle en poursuivra éventuellement la réalisation. Mais on a voulu que cette réalisation puisse se faire par une procédure expéditive et peu coûteuse. (1)

A l'époque, la substitution de la procédure commerciale à la procédure civile n'était toutefois pas considérée par le rapporteur de la section cen-

---

(1) Chambre, Sess. 1881-1882, Exposé des motifs, Doc. parl., Séance du 23 déc. 1881, n° 73, p.5; Rapport sect. centr., ibid., Séance du 30 mars 1882, n° 167, p.37; Déclaration de M. Graux, ministre des Finances, à la séance du 27 nov. 1883, Annal.parl., 1883-1884, p.101).

trale de la Chambre comme une réforme dont la généralisation serait souhaitable. Il écrivait, en effet, ce qui suit :

"Il ne paraît pas opportun, pour le moment, "d'étendre l'emploi de ces moyens de réalisation "sommaire, soit aux gages que la Caisse d'épargne "se serait fait donner par d'autres cautions que "les comptoirs, soit à tous les gages constitués "par un débiteur d'emprunts agricoles ou par une "caution de pareils emprunts. Les membres des comp-"toirs seront des personnes au courant des affaires, "dotées de l'aptitude professionnelle nécessaire "pour se garer des dangers de la procédure rapide "instituée par la loi de 1872. Les faire courir à "d'autres serait, dans l'état actuel des moeurs "rurales, une grave imprudence."

Pareilles réserves ne furent cependant plus formulées cinq ans plus tard, au moment de la discussion de la loi du 9 août 1889, relative aux habitations ouvrières et à l'institution de comités de patronage.

Cette loi autorisait la Caisse d'épargne à faire des prêts en faveur de la construction ou de l'achat de maisons ouvrières et l'article 7 de la dite loi contenait une disposition sur la réalisation du gage, analogue à celle de la loi du 15 avril 1884, avec cette différence, toutefois, que le gage pouvait être constitué tout aussi bien par une société de construction que par un particulier ou même un ouvrier. En théorie, tout au moins, car en fait on admettait que la Caisse d'épargne ne trai-

terait presque jamais directement avec un ouvrier, faute de garanties suffisantes. Il n'en est pas moins intéressant de noter que le principe d'une réalisation de gage simplifiée ne souleva plus en 1889 les mêmes objections qu'en 1884. La procédure simplifiée s'imposait d'ailleurs pour favoriser la Caisse d'épargne, dont la sécurité des placements devait être assurée au maximum, et cela était vrai en 1889 comme en 1884. (1)

La substitution de la procédure commerciale à la procédure civile actuelle entraînerait comme conséquence la suppression, dans un domaine limité, de la dualité du régime des gages.

D'autre part, il n'y aurait aucun inconvénient à accorder compétence au président du tribunal de première instance pour autoriser la réalisation de tous gages, tant civils que commerciaux, étant entendu que cette compétence, s'il s'agit d'un gage commercial s'exercerait concurremment avec celle du président du tribunal de commerce. Ce dernier, en pareil cas, resterait donc compétent, comme il l'est actuellement, avec cette seule différence que sa compétence ne serait plus exclusive comme auparavant.

Par ailleurs, pour que personne ne soit soustrait contre son gré à son juge naturel, le débiteur gagiste devrait toujours pouvoir demander son renvoi devant la juridiction consulaire, s'il était

---

(1) Chamb.Sess. 1888-1889,Rapp. sect. centr., Doc.parl., séance du 28 mai 1889, n° 163,p.17; Ann.parl., pp. 1538 et 1607; Sénat, Sess.1888-1889, Ann.parl., p. 521.

mis en cause devant la juridiction civile, alors que le gage est commercial.

Il faut éviter, toutefois, que des exceptions d'incompétence ne soient soulevées dans un but purement dilatoire, alors que la procédure de réalisation du gage doit être rapide. C'est la raison pour laquelle il importerait d'interdire au débiteur de solliciter le renvoi au moment seulement où il fait opposition devant le tribunal à l'ordonnance du président. Il a la faculté de formuler ses observations devant le président. Si dans ces observations, il n'invoque pas l'incompétence, il ne devrait plus être recevable à le faire ultérieurement, sur opposition.

Dans le nouveau régime, il serait donc loisible aux créanciers gagistes de s'adresser toujours au président du tribunal de première instance, quelle que soit la nature du gage. Il n'est pas douteux qu'en pratique, ils saisiront le président du tribunal de commerce, dans les cas de commercialité évidents, et le président du tribunal civil, dans les cas controversés.

Il est facile de dégager les avantages du système ci-dessus préconisé.

Les retards dans la réalisation du gage - préjudiciables tant au créancier qu'au débiteur - étaient surtout imputables à deux causes : la lenteur de la procédure civile et l'inconvénient des exceptions d'incompétence.

Dans le nouveau régime, ces retards sont réduits au minimum. En effet :

1/ - A la procédure ancienne devant le tribunal de première instance se substitue une procédure simple et expéditive;

2/ - Le débiteur n'est plus recevable à décliner la compétence civile, si le moyen n'a pas été invoqué par lui dans les observations adressées au président.

Le système proposé respecte, par ailleurs, les règles normales de la compétence et tient compte du fait que le président du tribunal de commerce et le tribunal lui-même, après opposition, sont mieux à même que la juridiction civile et son président d'apprécier les problèmes qui se posent, à propos de la réalisation d'un gage commercial, notamment lorsqu'il s'agit de marchandises.

On trouvera ci-après un avant-projet, traduisant les suggestions formulées plus haut.

Article 1er.

L'article 2078 du Code civil est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 2078. -

A défaut de paiement à l'échéance, le créancier ne peut disposer du gage.

Il peut toutefois, après mise en demeure

signifiée à l'emprunteur et au tiers bailleur de gage, s'il y en a un, obtenir du président du tribunal de première instance, sur requête, que le gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts, ou qu'il sera autorisé à le faire vendre, publiquement ou de gré à gré, au choix du président et par la personne qu'il désigne.

Il ne sera statué sur la requête que deux jours francs après qu'elle aura été signifiée au débiteur et au bailleur de gage, s'il y en a un, avec invitation de faire, dans l'intervalle, parvenir au président leurs observations, s'il y échet.

Article 2078 bis. -

L'ordonnance ainsi obtenue n'est exécutoire qu'après avoir été signifiée à l'emprunteur et au tiers bailleur de gage, s'il y en a un, avec indication des jour, lieu et heure auxquels il sera procédé à la vente publique, si elle a été ordonnée.

La dite ordonnance devient définitive et en dernier ressort si, dans les trois jours de cette signification, l'emprunteur ou le tiers bailleur de gage, s'il y en a un, n'y forme pas opposition avec assignation devant le tribunal de première instance.

Le délai pour interjeter appel du jugement rendu sur cette opposition sera de huit jours à dater de la signification.

L'ordonnance et le jugement sont de plein droit exécutoires sans caution, nonobstant l'opposition ou l'appel.

Les délais ci-avant fixés ne sont pas susceptibles d'être augmentés en raison des distances.

Si le débiteur ou le tiers bailleur de gage, s'il y en a un, n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal de première instance ou s'il n'y a pas fait élection de domicile, les significations mentionnées au présent article sont valablement faites au greffe de ce tribunal.

Le ministère des avoués est facultatif; les frais de leur intervention n'entrent pas en taxe.

L'affaire sera traitée comme urgente.

Article 2078 ter.-

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer, sans les formalités ci-dessus prescrites, est nulle.

Article 2.

Il est ajouté à la loi du 25 mars 1876, contenant le titre premier du livre préliminaire du Code de procédure civile, un article 8 bis, ainsi rédigé :

Article 8 bis.-

La compétence attribuée au tribunal de première instance et au président de ce tribunal, dans les cas déterminés aux articles 2078 et 2078 bis du Code civil, s'étend au gage constitué pour sûreté d'un engagement commercial, sauf dessaisissement, si le débiteur ou le tiers bailleur de gage

ge le demande.

Le dessaisissement doit être demandé, à peine de forclusion, dans les observations soumises au président, par application de l'article 2078 du Code civil.

Article 3.

L'article 12 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935, coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934, est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 12. -

Les articles 2078, 2078 bis et 2078 ter du Code civil ne s'appliquent pas aux cautionnements reçus par le caissier de l'Etat; à la demande de l'administration intéressée, le ministre des Finances peut faire vendre, au cours du jour, les valeurs déposées.

Observations complémentaires relatives aux textes ci-dessus.

Les articles 2078 à 2078 ter incorporent dans le Code civil la plupart des dispositions reprises aux articles 4 et suivants de la loi du 5 mai 1872, mais maintiennent la règle de l'article 2078 ancien, permettant l'attribution du gage au créancier, à concurrence de la valeur estimée

par experts.

Ce maintien s'explique par le souci de ne pas modifier sans nécessité les règles de fond qui régissaient jusqu'ici le gage civil.

L'attribution prévue par l'article 2078 ancien n'existe pas en matière de gage commercial. Il va de soi que le président du tribunal civil, rendu compétent pour connaître de la réalisation d'un gage de cette nature, devra respecter les règles propres à pareil gage et refuser, par conséquent, une attribution de propriété écartée par le droit commercial.

En effet, la compétence accordée à la juridiction civile ne modifie en rien la dualité du régime des gages, qui subsiste dans tous les domaines où la loi ne l'a pas supprimée. La persistance de cette dualité apparaît, notamment, en ce qui concerne les modes de constitution, la preuve, la perception des intérêts et des capitaux pour le seul créancier commercial (comp. art. 2081 Code civil et article 3 de la loi de 1872) et la non-application à ce même créancier de l'article 2082, al. 2, du Code civil.

Il est évident, par contre, que les significations prévues par l'article 8, al. 2, de la loi du 5 mai 1872, devront être faites au greffe civil, dans le cas où le président du tribunal de première instance aurait été saisi d'une requête en réalisation d'un gage commercial (article 2 de l'avant-projet).

L'article 2078 nouveau introduit dans le Code civil la possibilité d'autoriser la vente de gré à gré, alors qu'auparavant seule la vente aux

enchères était admise.

Cette modification n'offre pas d'inconvénient, puisque le président apprécie souverainement quel est le genre de vente qui paraît le plus indiqué.

Les autres dispositions contenues dans les articles 2078 et 2078 bis répondent au souci d'appliquer au gage civil comme au gage commercial une procédure de réalisation rapide et peu coûteuse.

Signalons enfin qu'il n'est pas nécessaire de reproduire in fine de l'article 2078 nouveau les dispositions relatives à la vente en Bourse des fonds publics et des devises, qui ont été insérées dans l'article 4 de la loi du 5 mai 1872 par l'article 30 de l'arrêté royal n° 300 du 30 mars 1936.

En effet, l'article 621 ter du Code de procédure civile (article 29 de l'arrêté royal susvisé) rend applicables au gage civil des dispositions absolument identiques.

L'article 3 de l'avant-projet se justifie par une raison de pure concordance matérielle.

Chapitre III.

Examen de la proposition au point de vue de la forme.

Pour le cas où l'avis du Conseil d'Etat exposé au chapitre précédent ne serait pas suivi, nous commenterons, à titre subsidiaire, chacun des articles de la proposition de loi, telle qu'elle est conçue, sans plus discuter l'économie générale du système préconisé par son auteur, mais en déterminant les modifications et additions qui nous paraissent s'imposer dans le cadre même de cette économie.

On trouvera en annexe le texte complet de la proposition de loi ainsi modifiée, conformément aux observations formulées ci-après.

Article premier.

Le début de l'article nécessite un changement d'ordre purement rédactionnel.

2073.

Observations sur l'article 2073, al.I.

La première partie du texte (jusqu'aux mots : "aux autres créanciers") reproduit littéralement l'ancien article 2073 du Code civil.

La même idée se trouve d'ailleurs exprimée dans la première partie de l'article 1er, al.1, de la loi du 5 mai 1872.

Il s'agit donc d'un principe, qui avait été rendu expressément applicable aux deux espèces de gage , et qui figurera désormais comme règle de droit commun, dans le système unifié.

La deuxième partie du texte (depuis : "lorsqu'il est établi") reprend purement et simplement les termes de la deuxième partie de l'article 1er, al. 1, de la loi du 5 mai 1872.

Par ailleurs, la finale de cet article 1er, al. 1, concorde avec l'ancien article 2076 du Code civil, qui a été supprimé, à juste titre, dans la proposition de loi.

La constitution du gage "conformément aux modes admis pour la vente de choses de même nature", consacre l'introduction dans le droit commun des règles plus souples et plus expéditives qui régissent le gage commercial. Le formalisme du droit civil se trouve ainsi abandonné et il ne sera plus nécessaire désormais d'établir le gage suivant les conditions prescrites par l'article 2074 du Code civil.

La modification ainsi admise entraînait nécessairement la suppression de cet article.

L'incorporation dans le droit commun des principes du droit commercial, en matière de constitution de gage, devait également avoir pour conséquence la disparition de l'article 2075 du Code civil.

En effet, dès lors que l'on admet que la dation en gage d'une créance ordinaire se réalise de la même manière que la vente d'une créance, il va de soi que le fait de la mise en gage doit être signifié au débiteur, comme doit lui être signifié, par application de l'article 1690 du Code civil, le fait de la cession (= vente).

Observations sur l'article 2073, al.2.

La proposition reproduit littéralement l'article 2 de la loi du 5 mai 1872 en substituant cependant le mot des (marchandises) au mot les (marchandises).

Cette substitution, qui est probablement une erreur matérielle, doit être corrigée.

" L'article 2 de la loi du 5 mai 1872, écrit De Page (1) précise...certaines formes de mise en possession. Les unes (marchandises à la disposition du créancier dans ses magasins ou navires, à la douane ou dans un dépôt public) ne sont que la reproduction des principes du droit civil. C'est d'ailleurs en ce sens qu'on décide que l'article 2 de la loi du 5 mai 1872 n'est pas limitatif... Quant aux autres (mise en possession résultant de la remise du connaissement ou de la lettre de voiture relatifs à la marchandise) elles sont spéciales au gage commercial en ce sens qu'il s'agit de titres commerciaux représentant la marchandise en vertu de leur nature même, et y donnant droit. C'est ce qui explique que leur remise au créancier gagiste vaut, en ce qui le concerne, mise en possession".

Il s'impose, en conséquence, comme le fait l'auteur de la proposition, d'incorporer l'article 2 de la loi de 1872 dans le droit commun du gage.

Observations sur l'article 2073, al.3.

Reproduction textuelle de l'article 2077 du Code civil. Il s'agit d'un principe qui était déjà applicable en droit civil et en droit commercial. Il doit donc être repris dans le système unifié du gage.

Il est souhaitable, toutefois, de changer la place du texte analysé et de le substituer à l'article 2074 de la proposition de loi. Le texte actuel de cet article 2074 deviendrait alors le troisième alinéa de l'article 2073 de la proposition.

---

(1) Op. cit., T. VI, n° 1102.

Voici les raisons de cette modification :

Le premier alinéa du dit article 2073 précise les deux conditions qui sont requises pour la constitution régulière d'un gage :

1/ Il doit être établi suivant les modes admis pour la vente de choses de même nature;

2/ Le créancier ou le tiers convenu doit être mis en possession du gage.

Le deuxième alinéa de l'article 2073 est en relation logique avec le premier, puisqu'il précise certains cas où il y a mise en possession.

Le troisième alinéa, que nous proposons, aurait l'avantage d'être également en relation logique avec le premier alinéa, puisque la preuve par toutes voies de droit, incombant au créancier, est la conséquence nécessaire de la suppression de l'écrit enregistré et de l'abandon des principes du droit civil en matière de preuve.

Notons d'ailleurs que la disposition, littéralement reproduite par l'article 2074 de la proposition de loi, constituait le deuxième alinéa de l'article 1er de la loi du 5 mai 1872, dont les principes ont été intégralement repris par l'article 2073, al. 1, nouveau.

2074.

Nous proposons de faire de ce texte le troisième alinéa de l'article 2073 de la proposition et de reporter à l'article 2074 le texte actuel du dernier alinéa de cet article 2073 (voir observations ci-dessus).

L'article 2074 deviendrait ainsi : "Le gage peut être donné par un tiers pour le débiteur."

2075 et 2076.

Les nouveaux textes doivent reproduire les articles 2079 et 2080 du Code civil littéralement et non par renvoi.

Ces articles, bien qu'ils ne figurent pas dans la loi du 5 mai 1872, étaient applicables tant au gage civil qu'au gage commercial.

Ils doivent donc être repris.

2077.

Le texte de la proposition est la copie de l'article 3 de la loi du 5 mai 1872.

L'adoption des principes du droit commercial en cette matière devait entraîner la disparition de l'article 2081 actuel du Code civil.

En effet, la comparaison des deux textes fait ressortir qu'en matière commerciale les effets du gage, en ce qui concerne les droits du créancier, sont plus étendus qu'en matière civile, puisqu'il peut toucher, à charge d'imputation, non seulement les intérêts, mais encore les capitaux des valeurs données en gage, ce qui était interdit en droit civil.

Choisir un système, c'était nécessairement exclure l'autre.

2078 et 2079.

Les nouveaux textes doivent reproduire les articles 2082 et 2083 du Code civil, littéralement et non par renvoi.

Les articles 2082, al.1, et 2083 du Code civil, bien qu'ils ne figurent pas dans la loi du 5 mai 1872, étaient applicables tant au gage civil qu'au gage commercial.

Par contre, le droit spécial de rétention prévu par l'article 2082, al.2, n'était pas accordé au créancier gagiste, en matière commerciale.

La proposition incorpore ce droit spécial dans le système unifié nouveau.

Cette incorporation soulève de sérieuses objections.

En effet, il est de droit commun que le gage garantisse uniquement la dette à la sûreté de

laquelle il a été affecté, mais il est dérogatoire au droit commun que cette garantie s'étende de plein droit, comme le prévoit l'article 2082, al. 2, à une autre dette du même débiteur, contractée postérieurement à la mise en gage et devenue exigible avant le paiement de la première.

Cette disposition dérogatoire, que les auteurs du Code civil justifient par des raisons d'équité et l'intention présumée du créancier, est critiquée par une partie de la doctrine. De Page la trouve"fort discutable" (1) et Planiol n'hésite pas à écrire qu'elle est "véritablement inique" et qu' "il eût mieux valu la laisser tomber dans l'oubli". (2)

La disposition dont s'agit n'a pas été reprise par la loi de 1872 sur le gage commercial. Les travaux préparatoires de cette loi (3) ne donnent aucune indication précise sur les motifs de cette omission. Celle-ci est cependant voulue, puisque les auteurs de la loi ont entendu faire de la réglementation du gage commercial un système autonome se suffisant à lui-même et indépendant du droit civil, sauf l'application de certains principes généraux.(4)

Dès lors, s'ils n'ont pas reproduit la disposition de l'article 2082, al.2, alors qu'ils reproduisaient dans la loi nouvelle d'autres textes du Code civil, c'est qu'ils ont estimé que cette disposition exceptionnelle et dérogatoire aux

---

(1) Op.cit., T. VI, n° 1068.
(2) Planiol, Traité élémentaire de droit civil, 8e édit., 1921, T.II, n° 2442. - Voir dans le même sens Planiol et Ripert, T. XII, n° 113.
(3) Nyssens et De Baets, Commentaire législatif du Code de Commerce belge, T.1.
(4) Cfr. l'art. 2084 du Code civil et De Page, op.cit. T. VI, n° 1099.

principes généraux ne devait pas trouver place dans le droit commercial.

C'est pourquoi la Cour de Cassation, dans son arrêt du 9 novembre 1893 (Pas., 1894, I, 27), a pu formellement décider que le droit de rétention prévu par l'article 2082, al.2, ne pouvait être exercé par le créancier nanti d'un gage commercial.

Pour justifier sa solution, la Cour suprême donne notamment le motif suivant :

"Attendu que le demandeur soutiendrait en vain "qu'il est contraire aux intentions du législa- "teur de 1872 de modifier les effets que le "Code civil donne au gage, surtout pour placer "le créancier commercial dans une situation in- "férieure à celle du créancier civil; qu'en ef- "fet, la situation différente faite à ces deux "catégories de créanciers résulte de l'ensemble "de la législation qui s'attache plus rigoureu- "sement en matière commerciale à maintenir l'é- "galité en restreignant les privilèges".

Il ne faudrait évidemment pas déduire de ce passage que la Cour aurait implicitement admis l'opposabilité aux tiers du droit de rétention prévu par l'article 2082, al.2.

En effet, elle avait tranché cette question dans un arrêt du 26 avril 1872 (Pas. I, 244), en décidant que ce droit de rétention spécial n'était opposable qu'au débiteur gagiste et non aux tiers, en manière telle que les créanciers du débiteur, notamment, étaient fondés, en cas de faillite, à réclamer restitution du bien au créancier gagiste.(1)

Quoiqu'il en soit, il est peu souhaitable de rendre actuellement applicable à toutes espèces de gages une disposition qui ne l'était pas en matière commerciale, et qui, en matière civile, dé-

---

(1) De Page, op.cit., T.VI, n°1065.

roge au droit commun en même temps qu'elle fait l'objet de critiques.

Nous proposons, en conséquence, la suppression du deuxième alinéa de l'article 2082 du Code civil dont le surplus doit être repris dans l'article 2078 nouveau.

2080.

Première observation.

Le rédacteur de l'alinéa 1er de l'article 2080 de la proposition de loi a composé une phrase unique, faite d'emprunts à l'article 2078 du Code civil et à l'article 4 de la loi de 1872, ce qui provoque une répétition du mot "gage".

Il importe d'adopter une rédaction plus concise, évitant cette répétition.

Nous proposons, en conséquence, le texte suivant : "A défaut de paiement à l'échéance, le créancier ne peut disposer du gage".

Deuxième observation.

Le deuxième alinéa de l'article 2080 de la proposition constitue un amalgame de l'article 2078, al. 1, du Code civil et de l'article 4, al.I, de la loi de 1872.

En ce qui concerne la réalisation du gage, l'auteur de la proposition a adopté la procédure plus rapide utilisée en matière commerciale, tout en donnant compétence au président du tribunal de première instance et au tribunal lui-même.

Rien ne permet de supposer qu'on ait songé à modifier la nature civile ou commerciale du gage.

On a simplement voulu soumettre le gage,

de quelque espèce qu'il soit, à une réglementation uniforme sur certains points essentiels, comportant notamment la compétence exclusive du président du tribunal civil.

Il n'y a, certes, aucun illogisme à consacrer pareille compétence, en matière de réalisation d'un gage commercial, puisque, depuis la loi du 15 mars 1932, même les contestations d'ordre commercial rentrent dans la juridiction du tribunal de première instance.

Pour la même raison, il n'y a pas d'illogisme non plus à rendre ce tribunal compétent pour statuer sur l'opposition formée contre l'ordonnance du président autorisant la vente du gage.

Mais une importante observation s'impose ici.

Lorsque le président du tribunal de commerce intervenait par application de la loi du 5 mai 1872, il accomplissait un acte de juridiction gracieuse et la procédure en réalisation du gage ne devenait contentieuse que par l'opposition faite à l'ordonnance du président autorisant cette réalisation. (1)

On voit tout de suite qu'il est essentiel de noter que cette juridiction gracieuse, exercée par le président, n'a rien de commun avec la juridiction contentieuse du référé. (2)

De là, cette conséquence que les mots "siégeant en référé", figurant dans la proposition, doivent être supprimés, parce qu'ils sont en contradiction avec le principe de l'intervention purement gracieuse du président. Ces mots ne se trouvaient d'ailleurs pas dans la loi de 1872.

---

(1) Répertoire pratique de droit belge, V° Nantissement, n° 238.
(2) Ibid., V° Référés, n° 551.

L'article 12 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence prévoit que, sous réserve de la compétence attribuée au juge de paix, les tribunaux de commerce connaissent des contestations relatives aux actes réputés commerciaux par la loi.

Faut-il apporter une modification à cet article, pour le mettre en concordance avec le système préconisé par la proposition de loi?

Nous ne le pensons pas.

Il est certain, en effet, que le tribunal de commerce ne sera plus compétent désormais pour connaître de la réalisation d'un gage commercial sur opposition à l'ordonnance du président, cette compétence lui ayant été enlevée en une matière spéciale par une loi spéciale, qui déroge évidemment au texte général de l'article 12 précité.

Le tribunal de commerce restera d'ailleurs compétent pour trancher les contestations qui seraient étrangères à la réalisation du gage commercial et porteraient notamment sur l'obligation principale garantie par ce gage.

Nous avons indiqué, dans la première partie de notre avis (quatrième considération), l'anomalie qui résulte de pareille situation.

On pourrait encore soulever une autre difficulté.

Aux termes de l'article 8, al.2, de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence, les tribunaux de première instance "ne peuvent se dessaisir des litiges dévolus aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes, sauf lorsque la partie défenderesse le demande".

Dira-t-on que ce texte permettrait à la

partie faisant opposition à l'ordonnance du président, de demander le renvoi de la cause devant le tribunal de commerce, pour le motif que le gage serait commercial?

Pareille thèse nous paraît insoutenable dans le système de la proposition de loi.

En effet, la loi spéciale qui réglemente le gage, tant civil que commercial, ne prévoit qu'une compétence, celle du tribunal civil et de son président.

Cela implique qu'il n'y a pas place pour une compétence concurrente.

Dès lors, on peut dire qu'en matière de réalisation d'un gage, quelle que soit la nature de celui-ci, on ne se trouve plus en présence de "litiges dévolus aux tribunaux de commerce".

En conséquence, l'article 8, al. 2, susvisé ne peut plus recevoir application et il n'y a pas lieu de le modifier.

Notre manière de voir peut encore être appuyée par un autre argument.

Aux termes de l'article 2, al. 2, de la loi du 25 mars 1876, les juges de paix connaissent des contestations commerciales en dessous de 2.000 francs à l'exclusion des tribunaux de commerce.

Supposons une dette commerciale inférieure à 2.000 francs et garantie par un gage de même valeur.

Qui sera compétent pour intervenir dans la procédure en réalisation du gage sous l'empire de la législation actuelle ?

Exclusivement le tribunal de commerce et son président. Jamais le juge de paix.

C'est bien la preuve que la législation sur le gage commercial forme un tout particulier, qui n'est pas influencé par des dispositions générales de compétence.

Il en est de même de la législation nouvelle qui est proposée.

Troisième observation.

L'auteur de la proposition a maintenu, à l'article 2080, al. 2, nouveau, la règle de droit civil permettant l'attribution du gage en paiement au créancier, à concurrence de la valeur estimée par experts.

On pourrait objecter que l'on rend ainsi applicable à tous les gages une règle qui n'avait pas été jugée opportune en matière commerciale par le législateur de 1872.

Même en pareille matière, cette règle peut avoir son utilité, dans des cas particuliers assurément fort rares, par exemple, lorsque les objets engagés sont des choses précieuses, dont la valeur de réalisation immédiate ne correspondrait pas à la valeur réelle.

Quatrième observation.

Comme nous l'avons déjà signalé antérieurement, il y a lieu de supprimer du texte de l'article 2080 de la proposition le passage relatif à la vente en bourse des fonds publics ou devises.

Le cas est, en effet, prévu de manière expresse par les articles 621 bis et 621 ter du Code de procédure civile (art. 29 de l'arrêté royal n° 300 du 30 mars 1936).

Cinquième observation.

Au point de vue de la forme, la rédaction générale de l'alinéa 2 de l'article 2080 pourrait être allégée et mise en rapport avec l'alinéa 1er par l'emploi de "toutefois".

D'autre part, le mot "emprunteur" devrait être remplacé par "débiteur", qui est d'ailleurs utilisé au dernier alinéa.

2081.

L'article 2081 reproduit quasi-textuellement les articles 5, 6, 7 et 8 de la loi du 5 mai 1872.

Première observation.

L'auteur de la proposition a omis de prévoir l'intervention facultative des avoués (Comp. articles 241 du Code civil et 82 bis du Code de procédure civile).

Pareille réforme s'intègre logiquement dans le cadre d'une procédure simplifiée et peu coûteuse, analogue à celle qui était en vigueur devant la juridiction consulaire.

Nous avons complété en conséquence le texte de l'article 2081.

Deuxième observation.

Les quelques modifications de détail, dont question ci-après, nous paraissent souhaitables.

1/ A la première ligne, substituer "l'ordonnance" à "l'ordonnance ainsi obtenue".

2/ Aux premier et deuxième alinéas, remplacer "emprunteur" par "débiteur".

3/ Il est préférable de maintenir pour la seconde phrase du 1er alinéa la rédaction figurant dans l'article 5 de la loi de 1872.

4/ Au 3e alinéa, remplacer "sera" par "est".

Troisième observation.

Au 2e alinéa, l'emploi des mots "et en dernier ressort", bien qu'ils figurent dans l'article 5 de la loi de 1872, est critiquable, parce que la qualité de premier ou de dernier ressort, qui s'attache à une décision de justice, ne dépend pas de l'exercice effectif d'un recours prévu par la loi.

Il serait cependant dangereux de modifier, sans nécessité absolue, un texte légal, même peu heureux, dont le sens est fixé et qui ne prête pas à discussion, car toute modification risquerait de provoquer des controverses qu'il est préférable d'éviter.

2082.

Reproduction textuelle de l'article 9 de la loi du 5 mai 1872.

Il y a lieu de modifier le texte de la proposition, pour le mettre en concordance avec l'article 29 des lois coordonnées le 25 septembre 1946 sur le concordat judiciaire.

2083.

Reproduction quasi-textuelle de l'article 2078, al. 2, du Code civil, et de l'article 10 de la loi du 5 mai 1872.

Il n'y a évidemment lieu à aucune modifica-

tion.

2084.

Le premier alinéa du texte de la proposition est la reproduction partielle de l'article 2084 du Code civil.

Nous proposons de condenser les deux alinéas de l'article 2084 nouveau en un seul texte, rédigé de manière à prévoir tous les cas dans une formule générale :

"Les gages régis par des lois et règlements par-
"ticuliers restent soumis aux dispositions qui
"les concernent."

Nous énumérons ci-après quelques uns des principaux gages régis par des dispositions particulières :

1/ Les gages remis à une Caisse publique de prêts (art. 2084 du Code civil et loi du 30 avril 1848 sur la réorganisation des Monts-de-piété, modifiée par la loi du 17 décembre 1923).

2/ Les warrants (loi du 18 novembre 1862).

3/ La mise en gage du fonds de commerce (art. 1 à 12 de la loi du 25 octobre 1919, modifiée par l'arrêté royal n° 282 du 30 mars 1936).

4/ Le gage de la facture (même loi, art. 13 à 17).

5/ Le gage des commissionnaires ou de leurs bailleurs de fonds, sur les marchandises leur remises par les commettants (Code de comm., livre I, titre VII, art. 14 à 17).

6/ Le gage prévu par la loi du 24 juillet 1921 sur la dépossession involontaire des titres au porteur (infra).

7/ La couverture dont question à l'arrêté royal n° 10 du 15 octobre 1934, relatif aux marchés à terme des titres cotés en bourse. Cette couverture peut être réalisée sans autorisation de justice.

8/ L' "original deposit" prévu par l'arrêté royal n° 72 du 30 novembre 1939, réglementant les bourses et les marchés à terme sur marchandises et denrées. La réalisation du gage y est également simplifiée.

9/ La mise en gage des livrets de dotation des prisonniers de guerre (1940-1945 (ar. min. du 8 mai 1948; Mon., 15 mai 1948).

Article 2. -

Le titre VII du livre premier du Code de commerce est constitué par le titre II de la loi du 5 mai 1872. Cette loi a déjà un article 18, figurant sous la rubrique : "Disposition générale", et dont le texte est le suivant : "Les articles 91 à 95 du Code de commerce sont abrogés".

On ne peut donc ajouter un article 18 à la loi de 1872, alors que cet article existe déjà. D'où l'addition d'un article 17 bis.

Article 3. -

Les nécessités de la concordance imposent l'abrogation d'une série de dispositions dont la plupart n'ont pas été visées dans la proposition de loi.

1°/ Le titre I de la loi du 5 mai 1872, formant le titre VI du livre premier du Code de commerce.

C'est le seul cas prévu par la proposition.

2°/ L'article 3 de la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles, modifiée par la loi du 21 juin 1894.

Cet article était rédigé comme suit :

"La réalisation du gage qui aurait été fourni "par le comptoir ou par ses membres sera, le cas "échéant, poursuivie conformément aux articles "4 à 9 de la loi du 5 mai 1872. Toutefois, la "requête sera adressée au président du tribunal "de première instance. Ce tribunal connaîtra "de l'opposition à l'ordonnance, et les signifi- "cations seront faites au greffe civil".

L'article ci-dessus devient sans objet dans le système unifié nouveau.

3°/ L'article 7 de la loi du 9 août 1889, relative aux habitations ouvrières et à l'institution de comités de patronage.

Voici le texte de cet article :

"A défaut de paiement à l'échéance des sommes "dues à la Caisse, la réalisation du gage qui "aurait été fourni sera poursuivie conformément "aux articles 4 à 9 de la loi du 5 mai 1872. "La requête sera adressée au président du tribu- "nal de première instance. Ce tribunal connaîtra "de l'opposition à l'ordonnance et les significa- "tions seront faites au greffe civil".

Même remarque que sub 2°.

4°/ La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 21 de la loi du 24 juillet 1921, relative à la dépossession involontaire des titres au porteur.

Cet alinéa était rédigé comme suit :

"Le nantissement doit être constitué en titres "cotés à la bourse et évalués à 80 p.c. maximum

"du cours du jour. Il est assimilé au gage com-
"mercial.

Une observation importante s'impose ici.

L'article 22 de la susdite loi donne compétence au président du tribunal de commerce siégeant en référé pour statuer sur toutes difficultés auxquelles pourraient donner lieu les dispositions relatives aux garanties prévues par la loi de 1921 (gage ou caution).

Il n'y a évidemment aucune raison de bouleverser les principes de la loi de 1921 concernant cette compétence, d'autant plus que l'intervention du président du tribunal de commerce est encore prévue à l'article 5 de la loi, pour l'homologation de l'opposition.

Le maintien des lois particulières, analogues à celle-ci, est d'ailleurs prescrit à l'article 2084 nouveau de la proposition.

5°/ L'article 30 de l'arrêté royal n° 300 du 30 mars 1936.

Il s'agit de la disposition relative à la vente en bourse des fonds publics et devises, insérée in fine de l'article 4 de la loi du 5 mai 1872

L'abrogation s'impose, eu égard à la disparition de cet article 4 et à l'application des articles 621 bis et 621 ter du Code de procédure civile.

6°/ Le deuxième alinéa de l'article premier de la loi du 20 mars 1948 portant modification de certains taux en matière civile et commerciale.

+

+ +

Modifications à apporter à certains textes pour établir la concordance avec les dispositions nouvelles.

L'avant-projet annexé au présent avis réalise, en ses articles 4 à 7, des mises en concordance qui ne nécessitent aucun commentaire particulier.

A N N E X E

à l'avis du Conseil d'Etat
sur la proposition de loi relative au gage.
(Sénat de Belgique, session de 1947-1948, doc. n°92)

Texte de la proposition de loi.	Modifications proposées par le Conseil d'Etat.
Article premier.	Article premier.
Le chapitre premier du Titre XVII du Livre III du Code Civil sera libellé comme suit :	Le chapitre premier du titre XVII du livre III du Code civil est remplacé par les dispositions suivantes :
	Chapitre premier - Du gage.
2073.- Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers, lorsqu'il est établi conformément aux modes admis pour la vente de choses de même nature et que l'objet du gage a été mis et est resté en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre parties.	2073.- Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers, lorsqu'il est établi conformément aux modes admis pour la vente de choses de même nature et que l'objet du gage a été mis et est resté en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre parties.
Le créancier est réputé avoir des marchandises en sa possession lorsqu'elles sont à sa disposition dans ses magasins ou navires, à la douane ou dans un dépôt public, ou si, avant qu'elles soient arrivées, il en est saisi par un connaissement ou par une lettre de voiture.	Le créancier est réputé avoir les marchandises en sa possession lorsqu'elles sont à sa disposition dans ses magasins ou navires, à la douane ou dans un dépôt public, ou si, avant qu'elles soient arrivées, il en est saisi par un connaissement ou par une lettre de voiture.
Le gage peut être donné par un tiers pour le débiteur.	La preuve de la date du nantissement incombe au créancier. Elle peut être faite par tous les moyens de droit.

2074.-
La preuve de la date du nantissement incombe au créancier. Elle peut être faite par tous les moyens de droit.

2074.-
Le gage peut être donné par un tiers pour le débiteur.

2075.-
Ancien article 2079.

2075.-
Jusqu'à l'expropriation du débiteur, s'il y a lieu, il reste propriétaire du gage, qui n'est, dans la main du créancier, qu'un dépôt assurant le privilège de celui-ci.

2076.-
Ancien article 2080.

2076.-
Le créancier répond, selon les règles établies au titre des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général, de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence.

De son côté, le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses utiles et nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

2077.-
Le créancier gagiste perçoit, aux échéances, les intérêts, les dividendes et les capitaux des valeurs données en gage, et les impute sur sa créance.

Si le gage consiste en effets de commerce, le créancier gagiste exerce les droits et est soumis aux devoirs du porteur.

2077.-
Le créancier gagiste perçoit, aux échéances, les intérêts, les dividendes et les capitaux des valeurs données en gage, et les impute sur sa créance.

Si le gage consiste en effets de commerce, le créancier gagiste exerce les droits et est soumis aux devoirs du porteur.

2078.-
Ancien article 2082.

2078.-
Le débiteur ne peut, à moins que le détenteur du gage n'en abuse, en réclamer la restitution qu'après avoir entièrement payé, tant en principal qu'intérêts et frais, la dette pour sûreté de laquelle le gage a été donné.

/......./

2079.-
Ancien article 2083.

2079.-
Le gage est indivisible nonobstant la divisibilité de la dette entre les héritiers du débiteur ou ceux du créancier.

L'héritier du débiteur, qui a payé sa portion de la dette, ne peut demander la restitution de sa portion dans le gage, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée.

Réciproquement, l'héritier du créancier, qui a reçu sa portion de la dette, ne peut remettre le gage au préjudice de ceux de ses cohéritiers qui ne sont pas payés.

2080.-
A défaut de paiement à l'échéance de la créance garantie par le gage, le créancier ne peut disposer du gage.

Il peut, après mise en demeure, signifiée à l'emprunteur et au tiers bailleur du gage, s'il y en a un, obtenir du président du tribunal de première instance siégeant en référé, soit que le gage lui demeurera en paiement jusqu'à due concurrence d'après une estimation faite par experts, soit l'autorisation de faire vendre le gage publiquement ou de gré à gré, au choix du président et par la personne qu'il désigne.

S'il s'agit de fonds publics ou de devises, la vente sera exécutée en bourse :

pour les titres ou devises admis à la cote, aux séances ordinaires de la Bourse ou de l'une des bourses où ils sont cotés;

pour les autres, aux ventes publiques organisées par la Commission de la Bourse.

2080.-
A défaut de paiement à l'échéance/..../, le créancier ne peut disposer du gage.

Il peut toutefois, après mise en demeure signifiée au débiteur et au tiers bailleur de gage, s'il y en a un, obtenir du président du tribunal de première instance /.../ sur requête, que le gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts, ou qu'il sera autorisé à le faire vendre /...../ publiquement ou de gré à gré, au choix du président et par la personne qu'il désigne.

/......./

Le président du tribunal désignera, pour chacune des bourses où se fera la vente, un agent de change inscrit au tableau, qui procédera à la vente conformément au règlement de la Bourse et sans autres formalités.

Il ne sera statué sur cette requête que deux jours francs après qu'elle aura été signifiée au débiteur et au bailleur de gage s'il y en a un, avec invitation de faire, dans l'intervalle, parvenir au président leurs observations s'il y échet.

2081.-
L'ordonnance ainsi obtenue n'est exécutoire qu'après avoir été signifiée à l'emprunteur et au tiers bailleur de gage, s'il y en a un. Si le président du tribunal autorise la vente publique, cette signification indiquera, en outre, les jour, lieu et heure auxquels il y sera procédé.

La dite ordonnance devient définitive et en dernier ressort si, dans les trois jours de cette signification, l'emprunteur ou le tiers bailleur de gage, s'il y en a un, n'y forme pas opposition avec assignation devant le tribunal de première instance.

Le délai pour interjeter appel du jugement rendu sur cette opposition sera de huit jours à dater de la signification.

L'ordonnance et le jugement sont de plein droit exécutoires sans caution, nonobstant l'opposition ou l'appel.

Les délais ci-avant fixés ne sont pas susceptibles d'être augmentés à raison des distances.

Si le débiteur ou le tiers bailleur de gage, s'il y en a un,

Il ne sera statué sur la requête que deux jours francs après qu'elle aura été signifiée au débiteur et au bailleur de gage, s'il y en a un, avec invitation de faire, dans l'intervalle, parvenir au président leurs observations, s'il y échet.

2081.-
L'ordonnance /.../ n'est exécutoire qu'après avoir été signifiée au débiteur et au tiers bailleur de gage, s'il y en a un, avec indication des jour, lieu et heure, auxquels il sera procédé à la vente publique, si elle a été ordonnée.

La dite ordonnance devient définitive et en dernier ressort si, dans les trois jours de cette signification, le débiteur ou le tiers bailleur de gage, s'il y en a un, n'y forme pas opposition avec assignation devant le tribunal de première instance.

Le délai pour interjeter appel du jugement rendu sur cette opposition est de huit jours à dater de la signification.

L'ordonnance et le jugement sont de plein droit exécutoires sans caution, nonobstant l'opposition ou l'appel.

Les délais ci-avant fixés ne sont pas susceptibles d'être augmentés à raison des distances.

Si le débiteur ou le tiers bailleur de gage, s'il y en a un,

n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal de première instance ou s'il n'y a pas fait élection de domicile, les significations mentionnées au présent article sont valablement faites au greffe de ce tribunal.

n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal de première instance ou s'il n'y a pas fait élection de domicile, les significations mentionnées au présent article sont valablement faites au greffe de ce tribunal.

Le ministère des avoués est facultatif; les frais de leur intervention n'entrent pas en taxe.

L'affaire sera traitée comme urgente.

2082.-
L'exercice des droits conférés au créancier gagiste par les articles précédents n'est suspendu ni par la faillite, ni par l'état de sursis, ni par le décès du débiteur ou du tiers bailleur de gage.

2082.-
L'exercice des droits conférés au créancier gagiste par les articles précédents n'est suspendu ni par la faillite, ni par l'état de sursis, ni par le concordat judiciaire, ni par le décès du débiteur ou du tiers bailleur de gage.

2083.-
Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus prescrites, est nulle.

2083.-
Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer, sans les formalités ci-dessus prescrites, est nulle.

2084.-
Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux maisons de prêt sur gage autorisées et à l'égard desquelles on suit les lois et règlements qui les concernent.

De plus, elles ne préjudicient pas aux lois et règlements organisant des gages spéciaux tels que le gage sur fonds de commerce, le gage sur facture, etc.

2084.-
Les gages régis par des lois et règlements particuliers restent soumis aux dispositions qui les concernent.

Article 2.

Au titre VII du Livre Premier du Code de Commerce "De la Commission", il est ajouté un article 18 ainsi conçu :

"Le gage assurant le privilège légal des commissionnaires ou de leurs bailleurs de fonds, est régi par les articles 2073, alinéa 2, et 2080 à 2083 inclus du Code Civil."

Article 3.

Les dispositions de la loi du 5 mai 1872 relative au gage et formant le Titre VI du Code de Commerce, sont abrogées.

Article 2.

Le titre II de la loi du 5 mai 1872 formant le titre VII du Livre premier du Code de commerce est complété par un article 17 bis ainsi rédigé :

Article 17 bis.-

Le gage assurant le privilège légal des commissionnaires ou de leurs bailleurs de fonds est régi par les articles 2073, alinéa 2, et 2080 à 2083 inclus du Code civil.

Article 3.

Sont abrogés :

1°/ le titre I de la loi du 5 mai 1872, formant le titre VI du livre premier du Code de commerce;

2°/ l'article 3 de la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles, modifiée par la loi du 21 juin 1894;

3°/ l'article 7 de la loi du 9 août 1889, relative aux habitations ouvrières et à l'institution de comités de patronage;

4°/ la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 21 de la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur;

5°/ l'article 30 de l'arrêté royal n° 300 du 30 mars 1936;

6°/ le deuxième alinéa de l'article premier de la loi du 20 mars 1948, portant modification de certains taux en matière civile et commerciale.

Article 4.

L'article 2090 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

Les dispositions des articles 2074 et 2079 s'appliquent à l'antichrèse comme au gage.

Article 5.

L'article 16 de la loi du 18 novembre 1862 portant institution du système des warrants est remplacé par la disposition suivante :

L'exercice des droits conférés au créancier gagiste par les articles 13, 14 et 15 n'est suspendu ni par la faillite, ni par l'état de sursis, ni par le concordat judiciaire, ni par le décès du débiteur.

Article 6.

L'article 12 de la loi du 25 octobre 1919 sur la mise en gage du fonds de commerce, l'escompte et le gage de la facture, ainsi que l'agréation et l'expertise des fournitures faites directement à la consommation, modifiée par l'article 2 de l'arrêté royal n° 282 du 30 mars 1936, est remplacé par les dispositions suivantes :

La réalisation du fonds de commerce donné en gage sera poursuivie conformément aux articles 2080 à 2083 du Code civil.

Le président pourra autoriser le créancier à faire vendre le fonds de commerce, soit en bloc, soit en détail.

Article 7.

Le troisième alinéa de l'article 8 de l'arrêté royal n° 150

du 18 mars 1935, coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934, est remplacé par la disposition suivante :

La déclaration signée par le déposant tient lieu d'acte de gage et confère au profit du gagiste privilège sur les fonds déposés.

L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

Les articles 2080, 2081 et 2083 du Code civil ne s'appliquent pas aux cautionnements reçus par le caissier de l'Etat; à la demande de l'administration intéressée, le ministre des Finances peut faire vendre, au cours du jour, les valeurs déposées.

-=-=-=-

Le Greffier,

(signé)J. CYMES

Greffier adjoint.

Le Président,

(signé:)J. SUETENS;

Président du Conseil d'Etat.

L.1

Version néerlandaise de l'avis, établie conformément à l'article 44 de la loi du 23 décembre 1946.

Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende het pand

Belgische Senaat, Zittijd 1947-1948, Document nº.92

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Hoofdstuk I.

Overzicht der rechtsleer.

Het wetsvoorstel, aan de afdeling wetgeving onderworpen en strekkende tot éénmaking van de bepalingen die het burgerlijk pand en het handelspand regelen, schijnt de uitkomst te zijn van een tamelijk nieuwe leerstellige beweging, die tegelijkertijd steunt op bewijsgronden van economische en van juridische aard.

Onder de titel "Pour une procedure plus rapide en matière de réalisation des gages sur titres" verscheen een eerste, niet ondertekend artikel in de "Revue de la Banque".(1).

" Wat bijzonder de voorschotten op belening tegen effecten betreft, schrijft de steller van het ongetekend artikel, is deze wetgeving (op het pand) niet meer aangepast bij de bestaande toestanden. Door de overdreven bescherming welke zij de schuldenaar verleent, gaf zij aanleiding tot

(1) 1943, blz. 309 en volgende.

"misbruiken. In talrijke gevallen, vooral tijdens de crisis "van de beurs van 1929 tot 1935, hebben de tegen de schuld- "eisers aangevoerde middelen van rechtspleging het te gelde "maken van panden tegengehouden tot op het ogenblik dat de "prijsdaling een voldongen feit was geworden".....

"Die toestand schaadt het algemeen belang vermits hij "de zekerheid der beleggingen van de banken in gevaar brengt "en, bijgevolg, deze der bankdepositos".....

De steller van het artikel stipt dan enige moeilijkheden aan die de huidige wetgeving medebrengt.

De rechtspleging wordt in de eerste plaats vertraagd door de excepties van onbevoegdheid, gegrond op de dualiteit der stelsels die toepasselijk zijn op het burgerlijk pand en op het handelspand.

Anderzijds is de rechtspleging van het burgerlijk recht lang en ingewikkeld. De rechtspleging van het handelsrecht, afschoon soepeler en meer afdoend, is eveneens voor kritiek vatbaar. De ene zowel als de andere vereisen de machtiging van de rechter om te kunnen overgaan tot het te gelde maken van het pand, en zulks is een overdreven eis.

Bijgevolg worden door de steller van het artikel twee hulpmiddelen voorgesteld:

1)- Alle panden op effecten aan een zelfde regeling van te gelde maken onderwerpen;

2)- De machtiging door de rechter opheffen en haar vervangen door een eenvoudige ingebrekestelling.

Tot staving zijner zienswijze stipt hij daarenboven aan dat misbruiken bij de uitvoering weinig waarschijnlijk zijn en dat zekere vreemde wetgevingen reeds die weg zijn ingeslagen.

"Deze zeer eenvoudige hervorming, zegt hij tot besluit, "zou merkelijk de zekerheid der voorschotten op belening te- "gen effecten verstevigen. Tot het grootste welzijn van het

"publiek, zou zij toelaten op de waarde der effecten aanzienlijke voorschotten te verlenen tegen voordeliger interest".

De heer René Piret, professor in de rechtsfaculteit aan de Universiteit te Leuven, publiceerde op zijn beurt in vermeld tijdschrift een studie, getiteld: "La réalisation du gage en titres au porteur, en droit belge et en droit comparé". (1)

Hij stelt zich ten doel na te gaan wat het buitenlands recht leert betreffende het stelsel van het uit effecten aan toonder bestaande pand en aldus dienstige vergelijkingen met het nationaal recht te maken.

Wat het Belgisch recht betreft, gaat de heer Piret akkoord met de reeds geformuleerde critiek nopens de dualiteit der stelsels en nopens de traagheid van de rechtspleging in het burgerlijk recht. Anderzijds acht hij de bezwaren, uitgebracht tegen de bij het wetboek van koophandel bepaalde rechtspleging overdreven.

Na vervolgens in bijzonderheden de Franse, Luxemburgse, Hollandse, Duitse, Zwitserse en Italiaanse wetgevingen te hebben ontleed, formuleert M. Piret het volgende besluit:

"Uit onze uiteenzetting over het vergelijkend recht
"blijkt in de eerste plaats dat de nieuwe Hollandse, Zwitser-
"se en Italiaanse wetgevingen hebben afgezien van het stelsel
"in zake het te gelde maken van het burgerlijk pand, ingesteld
"door de "Code Napoléon" en overal gecritiseerd; dat het
"Duitse burgerlijk wetboek het vervangen heeft door een min-
"der ingewikkeld stelsel, maar waarvan de resultaten evenmin
"voldoende snel zijn; dat hoewel de Luxemburgse wetgeving het
"vermelde stelsel in principe behoudt, zij het nochtans niet
"meer toepast op de panden, die gegeven werden om de betaling

(1) 1944, blz. 106 en vlgde en 138 en vlgde.

"ener burgerlijke schuld te waarborgen, maar waarvan het ma-
"terieel voorwerp bestaat uit beurseffecten.

"Het blijkt daarentegen dat ons wettelijk stelsel van
"het te gelde maken van het handelspand, niettegenstaande ze-
"kere schijn, zeer goed de vergelijking onderstaat met de
"buitenlandse wetgevingen, bijzonder met de Franse wet, de
"Duitse wet, de Zwitserse wet, en zelfs met de Luxemburgse
"en Italiaanse wetten (onder voorbehoud van het bijzonder
"stelsel van het Italiaans wetboek van toepassing op de voor-
"schotten der banken). De Hollandse wet is weliswaar merkbaar
"gunstiger voor de belangen van de schuldeiser; maar kan men
"haar juist niet verwijten al te gunstig te zijn?

"Met uitzondering van het Franse recht en, wanneer het
"pand beurseffecten als voorwerp heeft, van het Luxemburgse
"recht, komt het ten slotte wel voor, dat de buitenlandse wet-
"gevingen veel minder wantrouwig blijken dan de onze ten op-
"zichte van het beding van pandverbeurte, in zoverre het de
"schuldeiser ontslaat van de inachtneming van de wettelijke
"voorwaarden en formaliteiten."

Als hij dan terugkomt tot het Belgisch recht, verklaart de heer Piret voorstander te zijn van het behoud van de machtiging door het gerecht, doch niet van de bij overeenkomst vastgestelde bedingen die zouden toelaten het pand te gelde te maken zonder de wettelijke formaliteiten.

Hij beveelt de volgende verbeteringen aan:

1)- Het prijsgeven van de rechtspleging van het burgerlijk recht en het overzetten van de regels van het handelsrecht in het artikel 2078 van het Burgerlijk Wetboek;

2)- Het afschaffen van de dualiteit der stelsels van het burgerlijk pand en het handelspand inzake het te gelde maken, door toekenning van bevoegdheid aan de burgerlijke rechtbank en aan haar voorzitter, bevoegdheid die tegelijk zou uitgeoefend worden met deze van de rechtbank van koophandel en van haar voorzitter, met dien verstande dat de bevoegdheid van de

burgerlijke rechtbank ooit zou kunnen ontweken worden bij toepassing van het artikel 8, lid 2, van de wet van 25 Maart 1876, gewijzigd bij de wet van 15 Maart 1932.

Bij de studies hierboven vermeld, dient gevoegd het werk van de heer Urbain, lid van het Belgisch Instituut van bankrevisors, dat als titel draagt: "Les prêts et avances sur titres", verschenen in 1944, en een voordracht van dezelfde schrijver, in 1945 gepubliceerd onder de titel: "La position du banquier détenteur d'un gage constitué en valeurs mobilières". (1)

De heer Urbain formuleert tegen het dualisme van het stelsel der panden kritiek die overeenstemt met deze die we reeds kennen. Hij stelt als middel voor de vervanging van de burgerlijke rechtspleging door de handelsrechtspleging en de erkenning van het handelskarakter van alle panden die uit waardepapieren bestaan en een bankkrediet waarborgen.

De heer Piret is teruggekomen op sommige vroeger uiteengezette gedachten in een laatste artikel van de "Revue de la Banque", bijzonder door de steller van het wetsvoorstel aangehaald en getiteld: "Vers l'unification du droit civil et du droit commercial".(2)

Hij onderzoekt er de mogelijkheid van toenadering tussen de regels van het burgerlijk wetboek en de regels van het wetboek van koophandel in een hele reeks aangelegenheden: het bewijs, de overdracht van schuldvordering, de solvabiliteit van de borg de wettelijke rentevoet, het pand, de lastgeving en de provisie, de verzekeringsovereenkomst, het vervoercontract, de wisselcontracten, de vennootschappen, het faillissement en het onvermogen, de rechtsmachten en de rechtspleginggen eigen aan de koophandel.

---

(1) Conférences du Centre d'études bancaires. Bruylant.
(2) 1946, blz. 229 en volgende en vooral blz. 235-236; evenèens blz. 293 en volgende.

Wat meer bijzonder het pand betreft, duidt de h. Piret nog nauwkeuriger en meer volledig de verschillen aan die het burgerlijk recht scheiden van het handelsrecht, om te komen tot het volgende besluit:

"Het zou stellig verkieslijk zijn tot ene eenmaking "te komen; wij geloven dat niets belet in hun geheel de re- "gels gesteld voor het handelspandrecht in het burgerlijk "recht over te brengen; in elk geval is er geen belet tegen "de overbrenging van de regels die het te gelde maken van het "pand beheersen."

Het is op dit besluit dat de indiener van het wets- voorstel steunt om een volstrekt radicaal stelsel van eenma- king te rechtvaardigen.

Hij komt er inderdaad toe de dualiteit der stelsels inzake pandrecht af te schaffen door alle regels van het han- delsrecht in het gemeen recht in te lijven, terwijl hij ander- zijds de beginselen van het burgerlijk recht behoudt die reeds toepasselijk waren op het handelspand of waarvan het behoud in het nieuwe stelsel volgens zijn oordeel geen bezwaar op- levert.

Het gevolg van deze radicale opvatting was de afschaf- fing van de bestaande wetgeving op het handelspand en de in- stelling van een eenvormige reglementering, toepasselijk op de twee soorten van panden en waarbij, namelijk, dezelfde voorwaarden tot het vestigen en dezelfde voorwaarden tot het te gelde maken bepaald werden.

Het besluit geformuleerd door de heer Piret in zijn ar- tikel van 1946 ging nochtans niet zo ver.

Men moet inderdaad dit besluit stellen in het algemeen ver- band van het artikel en van de andere studies van dezelfde schrijver.

Voorzeker beveelt de h. Piret een zekere eenmaking aan van de regels van het burgerlijk recht en het handelsrecht, maar ene veralgemeende eenmaking die een geheel van aangelegenheden, waarvan het pand slechts een deel is, omvat.

Voor onmiddellijke verwezenlijking, is de enige hervorming waarvan hij voorzeker partijganger is de aanvaarding in het burgerlijk recht van de regels van het handelsrecht inzake het te geldemaken van het pand.

Ten andere heeft men uit de voorgaande uiteenzetting kunnen opmaken dat vooral de hervorming der rechtspleging voor het te gelde maken gewenst wordt.

H o o f d s t u k II.

Onderzoek van het wetsvoorstel uit het oogpunt van de overeenstemming met de algemene rechtsbeginselen.

Het stelsel van radicale eenmaking voorgehouden door de indiener van het wetsvoorstel geeft aanleiding tot zeer ernstige bezwaren.

Eerste overweging.

Vóór de wet van 5 Mei 1872 op het handelspand, was het stelsel van het Burgerlijk Wetboek toepasselijk op alle inpandgevingen, van welke aard ook.

Ingevolge de uitbreiding van het machinisme en de toename van het ruilverkeer, bleek het wenselijk de formaliteiten van vestiging en te geldemaken van het pand te vereenvoudigen, ten einde het handelskrediet in de hand te werken.

Zulks blijkt afdoende uit de voorbereidende werken van de wet van 1872.(1)

In het verslag uit naam van de Commissie van de Kamer neergelegd, drukte de heer Dewandre zich inderdaad uit als volgt:

"Hoe eenvoudiger het vestigen en het te geldemaken van het pand zijn, des te gemakkelijker en tegen des te lagere prijs zal de persoon, die wenst te onlenen mits inpandgeving, het geld vinden dat hij nodig heeft.

Het is dus nodig dat het vestigen en het te gelde maken van het pand kunnen geschieden mits zo weinig mogelijk formaliteiten en kosten ".(2)

---

(1) Nyssens et De Baets, Commentaire législatif du Code de Commerce belge, II, blz. 193 en volgende
(2) op. cit. blz. 195

In het verslag, neergelegd uit naam van de Commissies van de Senaat, haalde de heer d'Anethan bovenvermelde passus aan, en legde er de nadruk op dat deze woorden nooit werden tegengesproken. Van zijn kant, stelde hij vast dat de wet er toe strekte de vestiging van het pand makkelijker en minder kostelijk te maken.(1)

Daar de handel leefde van het krediet, vond aldus de wetgeving van 1872 haar rechtvaardiging in de medewerking die zij aan de uitbreiding van handel en nijverheid verleende door de omzet van de stocks en van de renteloze rijkdommen in de hand te werken.

Het is overigens niet van belang ontbloot aan te stippen dat, tijdens de besprekingen betreffende de wet van 1872, de sprekers op de bezwaren hebben gewezen die voor de handel en de nijverheid voortvloeiden uit de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, doch dat alsdan niemand voorgesteld heeft het geheel van voorschriften, eigen aan de koophandel, tot alle panden uit te breiden.

Dit bewijst dat in de vorige eeuw het formalisme van het Burgerlijk Wetboek niet in het algemeen als schadelijk werd aangezien en dat men alsdan niet wenste de toevlucht tot het krediet systematisch aan te moedigen.

Men kan zich afvragen of, sedert 1872, de toestand zulkdanige wijzigingen heeft ondergaan dat het, in sociaal opzicht, wenselijk geworden is bij de niet-kooplieden de toevlucht tot de lening tegen inpandgeving uit te breiden door schoon schip te maken met de regels van het burgerlijk recht, namelijk inzake vestiging van het pand.

De indiener van het voorstel geeft te dien opzichte geen enkele rechtvaardiging.

---

(1) op. cit., blz. 244.

Tweede overweging.

Naar de bewoordingen van het artikel 2074 van het Burgerlijk Wetboek is het voorrecht van de pandhouder slechts bestaanbaar wanneer een geregistreerde akte wordt opgemaakt, inhoudende vermelding van de verschuldigde som, alsmede van de soort en van de aard der in pand gegeven zaken, ofwel een, daaraan gehechte staat van derzelver hoedanigheid, gewicht en maat.

Welke is de reden van bestaan van deze voorwaarden tot vestiging van het burgerlijk pand? Uitsluitend het belang van derden, daar het pand als doel heeft een voorrecht in het leven te roepen te hunnen nadele.

De bij artikel 2074 voorgeschreven formaliteiten zijn vreemd aan de verhoudingen tussen pandhouder en schuldenaar en zijn een waarborg voor de gewone schuldeisers tegen de fictieve of bedrieglijke vestigingen van panden. "Het is inderdaad van belang te vermijden dat de schuldenaar, onvermogend en op de vooravond zijner inbeslagneming, in vestigingen van pand voor sommige zijner schuldeisers ten koste der anderen, zou toestemmen, op bedrieglijke wijze de omvang van de vroeger toegestane panden of van het bedrag der schuldvordering, die zij waarborgen, zou verhogen, of eindelijk, om sommige goederen aan de inbeslagneming te onttrekken, overeen zou komen met een zijner schuldeisers om te zijnen voordele een pand te vestigen dat, in werkelijkheid, niet bestaat." (1)

Men begrijpt dat zulke strenge voorwaarden niet vereist worden in het handelsrecht.

Waarom? Eerstens omdat zij onverenigbaar zijn met de spoed der handelsverrichtingen, maar vervolgens en vooral omdat de bescherming van derden, in geschil met een schuldenaar-handelaar, beter verzekerd wordt door de bizondere waarborgen

(1) De Page, Traité élémentaire de droit civil belge (1942) T VI, nr. 1039.

die de wetgeving op het faillissement hun toekent -(nietigheid of vernietigbaarheid van het pand gevestigd in de loop der verdachte periode).

Zulke doelmatige bescherming bestaat niet ingeval van geschil tussen schuldeisers en een schuldenaar niet-handelaar in staat van onvermogen, vermits de wet de staat van kennelijk onvermogen niet op stelselmatige wijze heeft geregeld (1).

Indien de beschermingsmaatregelen bij artikel 2074 niet waren voorzien geworden, zouden de schuldeisers voorzeker de bedrieglijke akte hebben kunnen bestrijden bij middel van de Pauliana-vordering, maar elkeen weet hoe moeilijk de uitoefening dezer vordering is.

Aldus staan vele zaken in een hecht verband in een bepaald juridisch stelsel en het kan gevaarlijk zijn tot eenmaking over te gaan op een gebied zonder tot een gelijklopende eenmaking over te gaan op een ander, dat met het eerste samenhangt. Zou het niet onvoorzichtig zijn, in deze gedachtengang, aan schuldeisers van een burgerlijk schuldenaar de waarborgen te ontnemen die voortvloeien uit de voorschriften, eigen aan het burgerlijk pand, wanneer niet terzelvertijd ene regeling getroffen wordt voor de staat van kennelijk onvermogen of van het "burgerlijk faillissement"?

Men ziet trouwens niet klaar de bizonder gewichtige bezwaren, van practische aard, die zouden voortvloeien uit het behoud der huidige voorschriften, inzake de vestiging van het burgerlijk pand.

Deze bezwaren staan vast in handelsaangelegenheden, waar de spoed der verrichtingen vereenvoudigde formaliteiten eist, maar wanneer het een burgerlijk pand betreft, moet men de vraag stellen of dezelfde redenen kunnen ingeroepen worden. De indiener van het voorstel geeft te dien opzichte, geen enkele uitleg.

---

(1) Centre d'études pour la réforme de l'Etat, Réforme de la Procédure, T II, blz. 117 en volgende.

Derde overweging:

Het gebied van de bewijslevering geeft een ander voorbeeld van de opwerpingen die het stelsel van het wetsvoorstel ontmoet.

Tussen de partijen wordt inderdaad het pandcontract, op burger-rechterlijk gebied, bewezen volgens de regels van artikel 1341 van het Burgerlijk Wetboek, die aan de geschreven akte voorrang verlenen, terwijl in zaken van koophandel, het bewezen wordt volgens de meer soepele middelen eigen aan de handel: boeken, getuigenissen, vermoedens.

De voorgestelde eenmaking laat alzo, op het gebied van het bewijs tussen de partijen, een tegenstrijdigheid met de algemene principes van het burgerlijk recht voortbestaan, terwijl een samenhangend werk een wijziging van de regels der burgerlijke bewijslevering zou vereisen, indien men zou verkiezen het pand, van welke aard ook, aan een eenvormig regime te onderwerpen.

Tegenover derden, anderzijds, volgt, in burgerlijke zaken, het bewijs van de datum van het pand uit de registratie, wat slechts een toepassing is van het gemeen recht van artikel 1328 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de tegenoverstelbaarheid aan derde van akten met vaste datum.

Dit gemeen recht, daarentegen, geldt niet voor het handelspand, waar het door de schuldeiser te verstrekken bewijs door alle rechtsmiddelen kan geleverd.

In het stelsel, dat de indiener van het voorstel voorstaat, maakt hij dedoor het handelsrecht toegelaten bewijsmiddelen toepasselijk op alle panden, wat met zich brengt dat in het burgerlijk recht, voor een bijzonder geval, een regel ingevoerd wordt die afwijkt aan de algemene beginselen van dit recht inzake de tegenoverstelbaarheid tegen derde van een onderhandse akte.

Betreurenswaardig gebrek aan evenwichtige verhouding, dat eens te meer de nadelen van een eenmaking aantoont die met een hervorming over het geheel niet samengaat.

Vierde overweging.

De indiener van het wetsvoorstel kent uitsluitende bevoegdheid toe aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg met het oog op het verlenen van de toelating tot het te gelde maken van alle panden, burgerlijke panden zowel als handelspanden.

Het vestigen van dit principe is een ernstige afwijking aan de gewone bevoegdheidsregeling.

De wet van 15 Maart 1932 heeft ongetwijfeld aan de burgerlijke rechtbank de rechtsprekende bevoegdheid ten volle verleend, en het is bijgevolg geenszins onlogisch dat deze rechtbank en haar voorzitter kennis nemen van het te gelde maken van een pand, zelfs van een handelspand.

Maar waarom het doordrijven tot een uitsluitende bevoegdheid, terwijl artikel 8 van de wet van 25 Maart 1876, gewijzigd door de wet van 15 Maart 1932, uitdrukkelijk de afstand voorziet ten voordele van de handelsrechtbank, indien de verweerder het eist, en terwijl altijd in België een rechtsmacht van koophandel bestaat die uiteraard bevoegd is om kennis te nemen van de betwistingen in zake koophandel?

Terwille van zijn in de zaken opgedane ervaring en van zijn kennis der gebruiken, is de voorzitter van de rechtbank van koophandel beter geplaatst dan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg om uitspraak te doen over de geschikste manier voor het te gelde maken van sommige handelspanden die inzonderheid uit koopwaren zijn samengesteld.

Het ligt des te meer voor de hand aan de voorzitter van de rechtbank van koophandel zijn recht niet te ontnemen om het te gelde maken van een pand toe te laten, omdat de rechtbank zelf bevoegd is om kennis te nemen, wat de grond betreft, van de hoofdverbintenis, waarvan het pand slechts het bijkomstige is.

Zou men het stelsel van het wetsvoorstel aannemen, dan zou men tot deze anomalie komen, dat de pandhebbende schuldeiser zich zou dienen te wenden tot de burgerlijke rechtbank om het te gelde maken van zijn pand te bekomen en tot de rechtbank van koophandel om zijn schuldenaar-koopman te doen veroordelen tot het betalen van het saldo van zijn schuld die door de verkoop van het pand niet gedekt is.

Ongetwijfeld zou in dit geval de schuldeiser de zaak voor de burgerlijke rechtbank kunnen gebracht hebben, maar hij liep dan het risico van verwijzing naar de rechtbank van koophandel, op eis van de verweerder.

Men zal wellicht opwerpen dat in de huidige stand der wetgeving, indien de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg niet bevoegd is om het te gelde maken van een handelspand te bevelen, de burgerlijke rechtbank daarentegen het wel is om uitspraak te doen over de hoofdverbintenis, op voorwaarde dat de verweerder de behandeling voor haar aanvaardt.

Maar dit argument schijnt ons zonder waarde, om reden dat de rechtbank van eerste aanleg, slechts voorwaardelijk kennis neemt van de grond van de zaak, terwijl de rechtbank van koophandel wanneer haar de betwisting wordt voorgelegd, er noodzakelijk kennis van neemt.

Uit wat voorafgaat ziet men voldoende in dat de voorgestelde éénmaking alleen tot stand zou kunnen komen ten koste van een ernstiger aantasten der bevoegdheidsregelende principes, dat daarenboven nog met een onregelmatigheid gepaard gaat.

Vijfde overweging.

Terrechtvaardiging van de voorgestelde hervorming gewaagt de indiener van het voorstel van sommige buitenlandse wetgevingen, en voornamelijk van de Nederlandse en Zwitserse wetgevingen, die geen onderscheid maken tussen het pand gevestigd om burgerlijke schulden te waarborgen en het pand gevestigd om handelsschulden te waarborgen.

Dit argument van vergelijkend recht komt ons niet als afdoende voor.

In het Nederlands recht, inderdaad, is het onderscheid tussen het burgerlijk recht en het handelsrecht veel minder scherp afgetekend dan in het Belgisch recht. Anderzijds bezit Nederland geen rechtbanken van koophandel en het faillissement is aldaar ingericht als een voor alle onvermogende schuldenaars onveranderlijk regi-me, wat bij ons niet het geval is.

Evenzo maakt de Zwitserse wetgeving geen onderscheid tussen burgerlijk recht en handelsrecht.

De beschikkingen van het privaat recht worden in twee wetboeken ingedeeld: het burgerlijk wetboek en het wetboek der verbintenissen.

Het wetboek der verbintenissen handelt zonder onderscheid over contracten die, volgens ons recht, als koophandelscontracten beschouwd worden, en over degene die als burgerlijke contracten aangezien worden.

't Is evenwel in boek IV van het Burgerlijk Wetboek, hetwelk over de zakelijke rechten handelt, dat de regels inzake het roerend pand zijn neergeschreven; deze regels dienen aangevuld met deze van de private wet op de vervolging wegens schulden en faillissement: het te gelde maken van het pand wordt immers in het Zwitsers recht terecht onder de middelen van tenuitvoerlegging behandeld.

De rechtspleging van het te gelde maken van het pand schijnt geregeld om de bescherming van de schuldenaar tegen een te snelle en onvoordelige vereffening te waarborgen.

Het Zwitsers recht verzamelt de middelen van tenuitvoerlegging tegen de schuldenaar - pandhebbende zowel als gewone schuldenaar - in handen van de Dienst der vervolgingen, die een openbare instelling is.

Tot de Dienst der vervolgingen is het dat de schuldeiser zich dient te wenden na de niet-betaling op de vervaldag. (1)

Men ziet alzo dat het uit het vergelijkend recht afgeleid argument allesbehalve het standpunt van de indiener van het voorstel steunt en dat het integendeel er toe komt aan te tonen dat de voorgestelde eenmaking slechts in het raam van een hervorming over het geheel aannemelijk is.

*
* *

Volgt er uit de voorafgaande uiteenzetting dat er niets in de bestaande wetgeving in zake pand dient gewijzigd?

Voorzeker niet.

Schijnt de diepgaande eenmaking, die voorgesteld wordt aanvechtbaar, dan blijft er niettemin van over dat sommige regelingen gewenst zijn wat uitsluitend het te gelde maken van het pand betreft.

De lastige en dure rechtspleging, door artikel 2078 van het Burgerlijk Wetboek voor de rechtbank van eerste aanleg ingericht, zou er bij winnen vervangen te worden door de meer

---

(1) Piret "La réalisation du gage en titres au porteur, en droit belge et en droit comparé" (loc.cit.)

soepele en snelle rechtspleging ingesteld door de wet van 5 Mei 1872.

Dergelijke hervorming vindt een voorgaande in artikel 3 van de wet van 15 April 1884 op de geldleningen voor de landbouw, gewijzigd door de wet van 21 Juni 1894: "La réalisation du gage qui aurait été fourni par le comptoir ou par ses membres sera, le cas échéant, poursuivie conformément aux articles 4 à 9 de la loi du 5 mai 1872. Toutefois, la requête sera adressée au président du tribunal de première instance. Ce tribunal connaîtra de l'opposition à l'ordonnance, et les significations seront faites au greffe civil".

De voorbereidende werken lichten ons voor omtrent de grondslag dezer bepaling.

De kredietkantoren zijn er tegenover de Spaarkas toe gehouden zich van de verplichtingen van de ontlener-landbouwer te kwijten, bij het ingebreke blijven van deze laatste. Indien van de kredietkantoren, tot zekerheid van hun verbintenissen, het stellen van een roerend pand door de Spaarkas werd geeist, zal deze er gebeurlijk het te gelde maken van vervolgen. Doch men heeft gewild dat een vlugge en minder dure rechtspleging dit te gelde maken zou verwezenlijken. (1)

Op dit tijdstip beschouwde evenwel de verslaggever van de middenafdeling de vervanging van de burgerlijke rechtspleging door de rechtspleging in handelszaken niet als een hervorming waarvan de veralgemening wenselijk was. Hij schreef inderdaad wat volgt:

---

(1) Kamer zittijd 1881-1882 - Memorie van toelichting - Parl. Besch. zitting van 23 December 1881, nr. 73 blz. 5; Verslag Middenafdeling, ibid., Zitting van 30 Maart 1882, nr. 167, blz. 37. Verklaring van de h. Graux, Minister van Financiën in de zitting van 29 Nov. 1883, Parl. Handel. 1883-1884, blz. 101.

" Het komt voor het ogenblik niet gewenst voor het gebruik van deze middelen tot paraat te gelde maken uit te breiden, hetzij tot de panden, die de Spaarkas zich door andere borgen dan de kredietkantoren zou hebben doen geven, hetzij tot al de panden die door een schuldenaar van leningen voor de landbouw of door een borg voor dergelijke leningen zouden zijn gesteld. De leden der kredietkantoren zijn personen met zakenkennis en met beroepservaring die hen de gevaren doet ontwijken, welke de bij de wet van 1872 ingestelde snelle rechtspleging oplevert. In de huidige staat der zeden en gebruiken op het platteland ware het een grove onvoorzichtigheid deze gevaren door andere te doen oplopen".

Dergelijk voorbehoud werd nochtans vijf jaar later niet meer gemaakt bij de bespreking van de wet van 9 Augustus 1889 betreffende de werkmanswoningen en de instelling van beschermingscomiteiten.

Deze wet machtigde de Spaarkas ertoe leningen te verstrekken voor het bouwen en aankopen van werkmanswoningen en artikel 7 dezer wet hield een bepaling in omtrent het te gelde maken van het pand, die gelijkvormig was aan deze van de wet van 15 April 1884, met dit verschil evenwel dat het pand evengoed door een bouwmaatschappij als door een particulier of zelfs door een werkman kon gegeven worden. Voor deze laatste althans was de mogelijkheid louter theoretisch. Want er werd in feite aangenomen dat bij gebrek aan voldoende waarborgen de Spaarkas bijna nooit rechtstreeks met een werkman leningen zou afsluiten. Het is niettemin belangwekkend vast te stellen dat het principe van een vereenvoudigde te gelde maken van panden niet meer dezelfde opwerpingen uitlokte in 1889 als in 1884. De vereenvoudigde rechtspleging drong zich trouwens op om de beleggingen van de Spaarkas zover mogelijk te beveiligen, dit gold zowel in 1889 als in 1884.(1)

---

(1) Kamer Zittijd 1888-1889 - Verslag Middenafd.; Parl. Besch. Zitting van 28 Mei 1889, nr. 183, blz. 17;
Parl. Handel. blz. 1538 en 1607;
Senaat, Zitting 1888-1889, Parl. Handel. blz. 521.

Het vervangen van de huidige burgerlijke rechtspleging, door de rechtspleging in handelszaken zou als gevolg hebben het dualisme van het stelsel der panden, in een beperkt gebied te doen wegvallen.

Anderzijds verzet er zich niets tegen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg bevoegdheid te verlenen om machtiging te verlenen tot het te gelde maken van alle panden, burgerlijke zowel als handelspanden op voorwaarde dat deze bevoegdheid, indien het gaat over een handelspand, gelijktijdig met die van de voorzitter van de rechtbank van koophandel zou uitgeoefend worden. Deze laatste zou dus, in dergelijk geval, bevoegd blijven, zoals hij het nu is, met dit louter verschil dat zijn bevoegdheid niet meer zoals vroeger uitsluitend zou zijn.

Overigens, opdat niemand tegen zijn wil van zijn natuurlijke rechter zou onttrokken worden, zou de pandschuldenaar altijd zijn verwijziging naar de rechtbank van koophandel moeten kunnen vragen, indien hij voor de burgerlijke rechtbank er bij betrokken werd, terwijl het gaat over een handelspand.

Er dient nochtans vermeden dat er excepties van onbevoegdheid louter om te vertragen zouden opgeworpen worden terwijl de rechtspleging van het te gelde maken van het pand vlug dient te zijn. Daarom zou het van belang zijn de schuldenaar te verbieden dan alleen de verwijzing aan te vragen wanneer hij verzet aantekent bij de rechtbank tegen het bevelschrift van de voorzitter. Hij bezit de mogelijkheid om zijn opmerkingen voor de voorzitter te maken. Indien hij in deze opmerkingen zich niet beroept op de onbevoegdheid, zou hij niet meer ontvankelijk zijn het later te doen bij wijze van verzet.

In het nieuwe stelsel zou het dus de pandhebbende schuldeiser vrij staan zich steeds te richten tot de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, welke ook de aard van het pand

zij. Het lijdt geen twijfel dat zij de zaak practisch bij de voorzitter van de rechtbank van koophandel aanhangig zullen maken, telkens het gaat over gevallen met een klaarblijkend karakter van koophandel, en bij de voorzitter van de burgerlijke rechtbank telkens het gaat over gevallen met een betwist karakter.

Zonder moeite kunnen de voordelen van het hierboven voorgestelde stelsel naar voren gebracht worden.

De vertragingen bij het te gelde maken van het pand - nadelig zowel voor de schuldeiser als voor de schuldenaar - waren vooral aan twee oorzaken te wijten: de traagheid van de burgerlijke rechtspleging en het nadeel van de excepties van onbevoegdheid.

In het nieuw stelsel worden deze vertragingen tot het minimum herleid. Inderdaad:

1) De oude rechtspleging voor de rechtbank van eerste aanleg wordt door een eenvoudige en snelle rechtspleging vervangen;

2) De schuldenaar is niet meer ontvankelijk om de burgerlijke bevoegdheid af te wijzen, indien het middel door hem niet ingeroepen is geweest in de tot de voorzitter gerichte opmerkingen.

Het voorgestelde stelsel eerbiedigt overigens de gewone regels van de bevoegdheid en houdt rekening met het feit dat de voorzitter van de rechtbank van koophandel en de rechtbank zelf, na het verstek, beter dan de burgerlijke rechtbank en haar voorzitter in staat zijn om de vraagstukken te beoordelen die op het stuk van het te gelde maken van het handelspand oprijzen, vooral wanneer het over koopwaren gaat.

Hierna volgt een voor-ontwerp, dat de hierboven gedane voorstellen weergeeft.

Artikel 1.

Artikel 2078 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepalingen vervangen:

Artikel 2078:

Bij gebreke van betaling op de vervaldag, kan de schuldeiser niet over het pand beschikken.

Hij kan evenwel na aan de ontlener en indien er een is aan de pandgevende derde een ingebrekestelling te hebben betekend van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg bij verzoekschrift verkrijgen dat het pand hem zal worden toegewezen als betaling van de schuld en tot het beloop ervan, volgens een door deskundigen gedane schatting, of dat hij het pand zal mogen verkopen, hetzij openbaar, hetzij uit de hand, naar keuze van de voorzitter en door de persoon die deze aanwijst.

Op dit verzoekschrift wordt eerst uitspraak gedaan twee vrije dagen nadat het betekend werd aan de schuldenaar en indien er een is aan de pandgevende derde, met verzoek om intussen hun opmerkingen, indien er grond toe bestaat, aan de voorzitter te doen toekomen.

Artikel 2078 bis.

Het aldus verkregen bevelschrift kan slechts ten uitvoer worden gelegd nadat het betekend werd aan de ontlener en indien er een is aan de pandgevende derde, mits aanduiding van dag, plaats en uur waarop zal worden overgegaan tot de openbare verkoping, indien zij bevolen is geworden.

Gezegd bevelschrift is definitief en in laatste aanleg gewezen indien binnen drie dagen na de betekening, de ontlener of, zo er een is, de pandgevonde derde, daartegen geen verzet doet, met dagvaarding voor de rechtbank van

eerste aanleg.

De termijn om tegen het op dat verzet gewezen vonnis in beroep te gaan bedraagt acht dagen te rekenen van de betekening.

Het bevelschrift en het vonnis zijn van rechtswege uitvoerbaar zonder borgstelling, niettegenstaande verzet of beroep.

De bovenbepaalde termijnen kunnen niet wegens de afstanden worden vermeerderd.

Indien de schuldenaar of, zo er een is, de pandgevende derde zijn woonplaats niet heeft in het gebied van de rechtbank van eerste aanleg, of indien hij er geen keus van woonplaats gedaan heeft, worden de in dit artikel vermelde betekeningen geldig ter griffie van die rechtbank gedaan.

De tussenkomst van pleitbezorgers is vrij; de kosten ervan worden niet begroot.

De zaak zal als spoedeisend worden behandeld.

Artikel 2078 ter.

Elk beding, dat de schuldeiser zou machtigen zich het pand tce te eigenen, of er over te beschikken zonder inachtneming van de hierboven voorgeschreven formaliteiten, is nietig.

Artikel 2.

Er wordt aan de wet van 25 Maart 1876, die de eerste titel van het inleidend boek van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging inhoudt, een als volgt opgesteld artikel 8bis toegevoegd:

Artikel 8 bis:

De bevoegdheid toegekend aan de rechtbank van eerste aanleg en aan de voorzitter van deze rechtbank, in de bij artikels 2078 en 2078bis van het Burgerlijk Wetboek bepaalde gevallen, strekt zich eveneens uit tot het als zekerheid van een verbintenis van koophandel gegeven pand, behoudens in geval van onttrekking, indien de schuldenaar of de pandgevende derde het eist.

De onttrekking dient, op straf van uitsluiting, geëist in de opmerkingen, die aan de voorzitter worden voorgelegd bij toepassing van artikel 2078 van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 3.

Artikel 12 van het Koninklijk besluit nr. 150 van 18 Maart 1945 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas en tot aanbrenging van wijzigingen daarin krachtens de wet van 31 Juli 1934, wordt door de volgende bepalingen vervangen:

Artikel 12.

De artikelen, 2078, 2078bis en 2078 ter van het Burgerlijk Wetboek zijn niet van toepassing op de door 's Rijks kassier ontvangen borgtochten; op verzoek van het betrokken bestuur kan de Minister van Financiën de gedeponeerde waarden tegen de koers van de dag doen verkopen.

Aanvullende opmerkingen betreffende de bovenstaande teksten.

De artikelen 2078 tot 2078ter lassen in het Burgerlijk Wetboek de meeste bepalingen in die genomen werden uit de

artikelen 4 en volgende van de wet van 5 Mei 1872, maar behouden de regel van het vroegere artikel 2078, waarbij de toewijzing van het pand aan de schuldeiser mogelijk wordt gemaakt tot het beloop van de door deskundigen geschatte waarde.

Dit behoud wordt uitgelegd door de zorg om de grondregels die tothogtoe voor het burgerlijk pand golden, niet onnodig te wijzigen.

De bij het vroeger artikel 2078 bepaalde toewijzing bestaat niet op het stuk van het pand van koophandel. Het spreekt van zelf dat de voorzitter van de burgerlijke rechtbank, aan wie bevoegdheid werd toegekend om kennis te nemen van het te gelde maken van een soortgelijk pand, de aan zulk een pand eigen regels zal dienen te eerbiedigen en bijgevolg een door het handelsrecht uitgesloten toewijzing in eigendom zal dienen te weigeren.

Inderdaad, de aan de burgerlijke rechtbank toegekende bevoegdheid wijzigt in niets het dualisme van het stelsel der panden, dat op elk gebied waar de wet het niet opgeheven heeft, blijft voortbestaan. Dit voortbestaan blijkt duidelijk, inzonderheid wat betreft de wijzen van vestiging, het bewijs, het innen der interesten en der kapitalen voor de schuldeiser-koopman alleen (verg. art. 2081 Burg. Wetb. en art. 3 van de wet van 1872) en wat betreft de niet-toepassing op dezelfde schuldeiser van art. 2082, lid 2, van het Burgerlijk Wetboek.

Het is daarentegen klaarblijkend dat de betekeningen, voorzien bij artikel 8, lid 2, van de wet van 5 Mei 1872 bij de burgerlijke griffie zullen moeten geschieden in het geval dat een verzoekschrift strekkende tot het te gelde maken van een handelspand bij de voorzitter der Rechtbank van eerste aanleg zou zijn ingediend (art. 2 van het voorontwerp).

Het nieuwe artikel 2078 voert in het Burgerlijk Wetboek de mogelijkheid in om de verkoop uit de hand te machti-

gen, terwijl vroeger alleen de verkoop bij opbod toegelaten was.

Deze wijziging levert geen nadeel op, daar de voorzitter souverein oordeelt welke wijze van verkoop het meest geschikt is.

De andere bepalingen van de artikelen 2078 en 2078bis beantwoorden aan de bekommernis om op het burgerlijk pand zowel als op het handelspand een snelle en vrij goedkope rechtspleging voor het te gelde maken toe te passen.

Laten wij ten slotte opmerken dat het niet noodzakelijk is in fine van het nieuw artikel 2078 de bepalingen over te nemen die betrekking hebben op de verkoop, ter beurs, van openbare fondsen en deviezen, en die door artikel 30 van het Koninklijk besluit nr. 300 van 30 Maart 1936 in artikel 4 van de wet van 5 Mei 1872 werden ingelast.

Inderdaad, artikel 621ter van het wetboek van burgerlijke rechtspleging (artikel 29 van bovenbedoeld koninklijk besluit) maakt op het burgerlijk pand precies dezelfde bepalingen toepasselijk.

Artikel 3 van het voorontwerp vindt zijn grond in een louter materiele overeenstemming.

H o o f d s t u k III.

Onderzoek van het voorstel uit het oogpunt van de vorm.

Ingeval het in het vorig hoofdstuk uiteengezette advies van de Raad van State niet zou worden opgevolgd, zullen wij subsidiair commentaar geven op ieder der artikelen van het wetsvoorstel zoals het werd opgemaakt zonder nog de algemene economie van het door de indiener voorgestaan stelsel te bespreken, zullen wij de wijzigingen en bijvoegingen aanduiden die zich, naar het ons voorkomt in het raam zelf van deze economie opdringen.

In bijlage zal men de volledige tekst vinden van het wetsvoorstel, dat overeenkomstig de hiernavolgende opmerkingen gewijzigd werd.

Artikel 1.

Het begin van het artikel dient slechts redactioneel gewijzigd te worden.

2073.-

Opmerkingen betreffende artikel 2073, lid 1 :

Het eerste gedeelte van de tekst (tot de woorden : " uit de inpandgegeven zaak te doen betalen ") herhaalt letterlijk het vroegere artikel 2073 van het Burgerlijk Wetboek.

Dezelfde gedachte wordt overigens in het eerste gedeelte van artikel 1, lid 1 van de wet van 5 Mei 1872 uitgedrukt.

Het gaat dus over een grondbeginsel, dat uitdrukkelijk op de twee soorten van panden toepasselijk werd gemaakt en dat voortaan als regel van gemeen recht in het eengemaakte stelsel is ingeschakeld.

Het tweede gedeelte van de tekst (te beginnen van : " wanneer het gevestigd is ") neemt eenvoudig de bewoordingen over van het tweede gedeelte van artikel 1, lid I van de wet van 5 Mei 1872.

Overigens stemt het slot van dit artikel 1, lid 1, overeen met het vroegere artikel 2076 Burgerlijk Wetboek, dat terecht uit het wetsvoorstel geweerd werd.

Het vestigen van het pand " overeenkomstig de wijzen, die zijn aangenomen voor de verkoop van goederen van dezelfde aard " voert in het gemeen recht de soepeler regels met snellere uitwerking in die op het handelspand toegepast worden. Er wordt aldus van het formalisme van het burgerlijk recht afgezien en het zal voortaan niet meer noodzakelijk zijn het pand te vestigen volgens de bij artikel 2074 Burgerlijk Wetboek bepaalde voorwaarden.

De aldus aangenomen wijziging had noodzakelijk de opheffing van dit artikel tot gevolg.

Het opnemen in het gemeen recht der grondbeginselen van het handelsrecht, inzake het vestigen van het pand, zou eveneens het weglaten van artikel 2075 Burgerlijk Wetboek als gevolg dienen te hebben.

Inderdaad, zodra men aanneemt dat het in pandgeven van een gewone schuldvordering op dezelfde wijze tot stand komt als de verkoop van een schuldvordering, spreekt het vanzelf dat het feit van het in pandgeven aan de schuldenaar dient betekend evenals hem bij toepassing van artikel 1690 Burgerlijk Wetboek betekening van het feit der overdracht (= verkoop) dient te worden gedaan.

Opmerkingen betreffende artikel 2073, lid 2.

Het voorstel herhaalt letterlijk artikel 2 van de wet van 5 Mei 1872, met weglating evenwel van het lidwoord " de " vóór koopwaren.

Deze weglating, die wellicht uit een materiele vergissing voortspruit een drukfout schijnt te zijn is niet gerechtvaardigd.

"- Artikel 2 van de wet van 5 Mei 1972" schrijft de Heer "Depage (Deel VI, Nr. 1102 blz 1134) omschrijft nader.... ". sommige vormen van inbezitstelling. De ene (koopwaren "ter beschikking van de schuldeiser in zijn pakhuizen of op "schepen, in tol of openbare bewaarplaats) geven slechts de "algemene grondbeginselen van het burgerlijk recht weer. "Overigens is het in die zin dat er beslist wordt dat artikel "2 van de wet van 5 Mei 1872 niet beperkend is.... "De andere (inbezitstelling door het overhandigen van het "cognossement of van de vrachtbrief betreffende de koopwaar) "zijn aan het handelspand eigen in die zin dat het gaat over "titels van koophandel die op grond van hun aard de koop- "waar vertegenwoordigen en er recht op geven. Dit verklaart "dat hun overhandiging aan de pandhebbende schuldeiser, wat "hem betreft, gelijkstaat met de inbezitstelling "

Het is bijgevolg geboden, zoals de steller van het voorstel het doet, artikel 2 van de wet van 1872 in het gemene pandrecht te incorporeren.

Opmerkingen betreffende artikel 2073 lid 3.

Woordelijke herhaling van artikel 2077 Burgerlijk Wetboek. Het gaat over een grondbeginsel dat reeds in het burgerlijk recht en in het handelsrecht van toepassing was. Het dient dus in het aangemaakte stelsel van het pand overgenomen.

Het is nochtans wenselijk de ontlede tekst te verplaatsen en in de plaats te stellen van artikel 2074 van het wetsvoorstel. De huidige tekst van dit artikel 2074 zou dan het derde lid worden van artikel 2073 van het wetsvoorstel.

Deze wijziging kan als volgt worden gerechtvaardigd :

Het eerste lid van het evenvermeld artikel 2073 omschrijft nauwkeurig de twee voorwaarden die voor de regelmatige vestiging van het pand vereist worden :

1) Het dient gevestigd volgens de wijzen die voor de verkoop van zaken van dezelfde aard toegelaten zijn;

2) de schuldeiser, of de derde omtrent wie partijen overeengekomen zijn, dient in bezit van het pand gesteld te worden.

Het tweede lid van artikel 2073 staat in logisch verband met het eerste, vermits het sommige gevallen aanwijst waarin de inbezitstelling voorkomt.

Het derde lid, dat wij voorstellen, zou het voordeel bieden dat het eveneens in logisch verband zou staan met het eerste lid, vermits het bewijs door alle rechtsmiddelen, dat de schuldeiser is opgelegd, noodzakelijk volgt uit het afschaffen van het geregistreerde geschrift en uit het afzien van de grondbeginselen van het burgerlijk recht in zake bewijs.

Merken wij overigens op dat de in artikel 2074 van het wetsvoorstel herhaalde bepaling het tweede lid uitmaakt van artikel 1 van de wet van 5 Mei 1872, waarvan de grondbeginselen door het nieuw artikel 2073, lid 1 volledig overgenomen werden.

2074.

Wij stellen voor dat van deze tekst het derde lid van artikel 2073 van het voorstel zou gemaakt worden en dat de huidige tekst van het laatste lid van dit artikel 2073 naar artikel 2074 zou worden overgeplaatst (zie de bovenvermelde opmerkingen).

Artikel 2074 zou dan luiden :" Een derde kan pand geven voor de schuldenaar".

2075 en 2076.

De nieuwe teksten dienen de artikelen 2079 en 2080 Burg. Wetb. letterlijk te herhalen in plaats van er gewoon naar te verwijzen.

Hoewel deze artikelen niet in de wet van 5 Mei 1872 voorkomen, waren zij nochtans zowel op het burgerlijk pand als op het handelspand toepasselijk.

Zij dienen dus opnieuw opgenomen.

2077.

De tekst van het voorstel is een herhaling van artikel 3 van de wet van 5 Mei 1872.

Het aannemen van de op dat gebied geldende grondbeginselen van het handelsrecht bracht het verdwijnen van het huidig artikel 2031 van het Burgerlijk Wetboek met zich.

Inderdaad, de vergelijking tussen deze twee teksten doet uitkomen dat in zaken van koophandel de gevolgen van het pand, wat betreft de rechten van de schuldeiser, uitgebreider zijn dan in burgerlijke zaken, vermits hij, onder verplichting van verrekering, niet alleen de interesten kan optrekken, maar eveneens de kapitalen der in pand gegeven waarden, wat in het burgerlijk recht verboden was.

Het kiezen van een stelsel sloot noodzakelijk het andere uit.

2078 en 2079.

De nieuwe teksten dienen de artikelen 2082 en 2083 letterlijk te herhalen, in plaats van er gewoon naar te verwijzen.

Hoewel de artikelen 2082, lid 1 en 2083 van het Burgerlijk Wetboek, in de wet van 5 Mei 1872 niet vermeld worden, waren zij zowel op het burgerlijk pand als op het handelspand toepasselijk.

Daarentegen werd het bij artikel 2082, lid 2, bepaalde bijzonder recht van weerhouding aan de pandhebbende schuldeiser niet verleend in zaken van koophandel.

Door het voorstel wordt dit bijzonder recht in het nieuwe eengemaakte stelsel ingeschakeld. Zulks lokt ernstige opwerpingen uit.

Het behoort inderdaad tot het gemeen recht dat het pand alleen de schuld waarborgt tot zekerheid waarvan het werd bestemd, maar er wordt van het gemeen recht afgeweken wanneer deze waarborg zoals lid 2 van artikel 2083 voorziet, zich van rechtswege uitbreidt tot een andere schuld van dezelfde schuldenaar, die na de pandgeving werd aangegaan en die voor de betaling van de eerste schuld, opeisbaar is geworden.

Deze afwijkende bepaling waarvoor de auteurs van het burgerlijk Wetboek de billijkheid en de vermoede bedoeling van de schuldeiser ter rechtvaardiging hebben ingeroepen, wordt door een gedeelte van de rechtsleer betwist. De Page vindt ze "zeer betwistbaar" (deel VI, nr. 1068) en Planiol aarzelt niet te schrijven dat zij "werkelijk onrechtvaardig is" en dat "het beter ware ze in de vergetelheid te laten geraken" (II, nr. 2442, 8e uitg. 1921; zie in dezelfde zin, Planiol en Ripert XII, nr. 113).

De bepaling waarvan sprake werd door de wet van 1872 op het handelspand niet overgenomen. De voorbereidende werkzaamheden van deze wet (Nyssens en De Baets, Commentaire législatif du Code de Commerce belge, T.I.) geven geen enkele nauwkeurige aanduiding omtrent de reden van deze weglating. Deze laatste is nochtans opzettelijk vermits de indieners van de wet gewild hebben dat de reglementering van het

handelspand een zelfstandig stelsel zou zijn dat op zichzelf zou volstaan en van het Burgerlijk Wetboek onafhankelijk zou zijn, behoudens de toepassing van sommige algemene grondbeginselen (zie artikel 2084 Burgerlijk Wetboek en De Page deel VI, nr. 1099).

Indien zij bijgevolg de bepaling van artikel 2082, lid 2, niet overgenomen hebben, terwijl zij in de nieuwe wet andere teksten van het Burgerlijk Wetboek inlasten, waren zij de mening toegedaan dat deze buitengewone en van de algemene grondbeginselen afwijkende bepaling niet diende opgenomen in het handelsrecht.

Dit verklaart waarom het Hof van Cassatie in zijn arrest van 9 November 1893 (Pas. 1894-I-27) uitdrukkelijk heeft kunnen beslissen dat het bij artikel 2082, lid 2, bepaalde recht van weerhouding door een handelspandhebbende schuldeiser niet kon worden uitgeoefend.

Om zijn beslissing te rechtvaardigen geeft het hoogste Hof inzonderheid de volgende reden op:

"Aangezien de eiser te vergeefs zou staande houden dat het
" in strijd is met de bedoelingen van de wetgever van 1872,
" de door het Burgerlijk Wetboek aan het pand verleende ge-
" volgen te wijzigen, bijzonderlijk om de schuldeiser-
" koopman in een minder gunstige toestand te plaatsen dan
" de burgerlijke schuldeiser; aangezien inderdaad de ver-
" schillende toestand, waarin deze twee categoriën schuld-
" eisers geplaatst worden, voortvloeit uit het geheel van
" de wetgeving die zich in zaken van koophandel meer nauw-
" lettend beijvert om de gelijkheid te behouden door het
" beknotten der voorrechten ". (vertaling)

Er zou uit deze passus natuurlijk niet dienen afgeleid te worden dat het Hof de tegenoverstelbaarheid tegen derden van het bij artikel 2082, lid 2 bepaalde recht van weerhouding impliciet zou aangenomen hebben.

Inderdaad heeft zij bij arrest van 26 April 1872 reeds over deze kwestie beslist (Pas. I-244) door te besluiten dat dit bijzonder recht van weerhouding slechts tegenoverstelbaar was tegen de pandschuldenaar en niet tegen derden, zodat de schuldeisers van de schuldenaar, inzonderheid gerechtigd waren om, in geval van faillissement, de teruggave van het goed te eisen van de pandhebbende schuldenaar. (De Page deel VI - nr. 1065).

Hoe dan ook, het is weinig wenselijk om op dit ogenblik alle soorten van panden aan de toepassing van een bepaling te onderwerpen die in zaken van koophandel niet toepasselijk was en die, in burgerlijke zaken, afwijkt van het gemeen recht terwijl zij terzelfdertijd gecritiseerd wordt.

Wij stellen bijgevolg de schrapping voor van het tweede lid van art. 2082 Burgerl. Wetb. waarvan de overige tekst in het nieuwe artikel 2082 dient overgenomen te worden.

2080.

Eerste opmerking.

De opsteller van het 1e lid van art. 2080 van het wetsvoorstel heeft uit de bewoordingen van art. 2078 Burg. Wetb. en van art. 4 van de wet van 1872 één zin gemaakt wat een herhaling van het woord "pand" als gevolg heeft.

Het komt er op aan door een bondiger redactie deze herhaling te vermijden.

Bijgevolg stellen wij de volgende tekst voor: "Bij gebreke van betaling op de vervaldag kan de schuldeiser niet over het pand beschikken".

Tweede opmerking.

In het 2e lid van art. 2080 van het voorstel zijn art. 2078 lid I van het Burgerl. Wetboek en art. 4, lid I van de wet van 1874 dooreengemengd.

Wat betreft het te gelde maken van het pand, heeft de ontwerper van het voorstel de meer snelle rechtspleging aangenomen, die in zaken van koophandel gevolgd wordt, terwijl hij aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg en aan deze rechtbank zelf bevoegdheid toekent.

Niets laat veronderstellen dat men er aan gedacht heeft om de burgerlijke of commerciele aard van het pand te wijzigen.

De bedoeling was alleen het pand, van welke aard ook, aan een reglementering te onderwerpen die op sommige hoofdpunten eenvormig zou zijn en die inzonderheid de uitsluitende bevoegdheid van de voorzitter van de Burgerlijke Rechtbank voorziet.

Het is stellig niet ongerijmd dergelijke bevoegdheid te bevestigen terzake van het te gelde maken van het handelspand, vermits, sedert de wet van 15 Maart 1932, zelfs de betwistingen in zaken van koophandel onder de bevoegdheid van de rechtbank van eerste aanleg vallen.

Om dezelfde reden is het evenmin ongerijmd deze rechtbank bevoegdheid toe te kennen om uitspraak te doen over het verzet dat aangetekend wordt tegen het bevelschrift van de voorzitter, waarbij machtiging verleend wordt om het pand te verkopen.

Maar een belangrijke opmerking dringt zich hier op.

Wanneer de voorzitter van de rechtbank van koophandel bij toepassing van de wet van 5 Mei 1872 tussenkwam, stelde hij een handeling van vrijwillige rechtsmacht en de rechtspleging voor het te gelde maken van het pand leidde slechts tot een eigenlijke rechtspraak door het verzet dat gedaan werd tegen het bevelschrift van de voorzitter, waarbij machtiging verleend werd om het pand te gelde te maken.(1)

---

(1) Rép. pr. dr. Belge, V° Nantissement, nr. 238.

Men ziet onmiddellijk dat het belangrijk is op te merken dat deze door de voorzitter uitgeoefende vrijwillige rechtsmacht niets gemeen heeft met de eigenlijke rechtsmacht van het kortgeding. (1)

Daaruit volgt dat de in het voorstel gebruikte woorden "zetelend in kortgeding" dienen weggelaten, omdat zij met het grondbeginsel van de louter vrijwillige tussenkomst van de voorzitter in strijd zijn. Deze woorden kwamen overigens in de wet van 1872 niet voor.

Artikel 12 van de wet van 25 Maart 1876 betreffende de bevoegdheid bepaalt dat, onder voorbehoud van de aan de vrederechter toegekende bevoegdheid, de rechtbanken van koophandel kennis nemen van de geschillen die betrekking hebben op daden welke de wet daden van koophandel heet.

Is het nodig dit artikel te wijzigen om het in overeenstemming te brengen met het door het wetsvoorstel aanbevolen stelsel?

Wij denken van niet.

Het staat inderdaad vast dat de rechtbank van koophandel voortaan niet meer bevoegd zal zijn om kennis te nemen op verzet tegen het bevelschrift van de voorzitter van het te gelde maken van een handelspand vermits hem deze bevoegdheid ontnomen werd inzake een bepaald punt door een bijzondere wet, die van de algemene tekst van bovengenoemd artikel 12 vanzelfsprekend afwijkt.

De rechtbank van koophandel zal overigens bevoegd blijven om geschillen te beslechten die geen betrekking hebben op het te gelde maken van het handelspand, en waarin het inzonderheid gaat om de hoofdverbintenis die door dit pand gewaarborgd werd.

In het eerste gedeelte van ons advies (vierde overweging) hebben wij de aandacht gevestigd op de anomalie die uit

(1) Ibid. V° Référés, n° 551

dergelijke toestanden voortvloeien.

Men zou nog op een andere moeilijkheid kunnen wijzen.

Artikel 8, lid 2, van de wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid, luidt als volgt: "Zij (de rechtbanken van eerste aanleg) kunnen de geschillen, die aan de vrederechters,aan de rechtbanken van Koophandel en aan de Werkrechtersraden toebedeeld zijn niet uit handen geven behalve wanneer de verwerende partij het vraagt."

Zal men beweren dat door deze tekst het voor de partij, die tegen het bevelschrift van de voorzitter verzet deed, mogelijk werd om de verwijzing van de zaak voor de rechtbank van koophandel te vragen, om reden dat het over een handelspand zou gaan?

Dergelijke bewering schijnt ons in het stelsel van het wetsvoorstel onverdedigbaar.

De bijzondere wet die zowel het burgerlijk pand als het handelspand regelt, voorziet inderdaad slechts een enkele bevoegdheid, deze van de burgerlijke rechtbank en van haar voorzitter.

Daaruit volgt dat er geen plaats is voor een samenvallende bevoegdheid.

Men mag bijgevolg zeggen dat inzake het te gelde maken van een pand, van welke aard ook, het niet meer gaat over " geschillen die aan de rechtbanken van koophandel toebedeeld zijn".

Bovenvermeld artikel 8, lid 2, kan bijgevolg niet meer worden toegepast en er bestaat geen aanleiding om het te wijzigen.

Onze zienswijze kan nog door een ander argument worden gestaafd.

Volgens de bewoordingen van art. 2, lid 2 van de wet van 25 Maart 1876, nemen de vrederechters kennis van de ge-

schillen inzake koophandel beneden de 2.000 fr., met uitsluiting van de rechtbanken van koophandel.

Laten wij een handelsschuld veronderstellen waarvan het bedrag beneden de 2.000 fr. ligt en die door een pand van dezelfde waarde gewaarborgd wordt.

Wie zal er onder de huidige wetgeving bevoegd zijn om tussen te komen in de rechtspleging tot het te gelde maken van het pand?

Uitsluitend de rechtbank van koophandel en haar voorzitter, nooit de vrederechter.

Dit bewijst wel dat de wetgeving op het handelspand een afzonderlijk geheel vormt, die niet de invloed ondergaat van de algemene beschikkingen inzake bevoegdheid.

Zulks geldt eveneens voor de nieuwe voorgestelde wetgeving.

Derde opmerking.

De indiener van het voorstel heeft, bij het nieuw artikel 2080, 2e lid, de regel van burgerlijk recht behouden waarbij de toewijzing van het pand als betaling aan de schuldeiser wordt toegelaten tot beloop van de waarde, zoals zij door deskundigen werd geschat.

Men zou kunnen opwerpen dat men aldus op alle panden een regel toepasselijk maakt, die inzake koophandel, door de wetgever van 1872 niet gewenst werd geacht.

Zelfs voor dergelijke zaken kan deze regel nut opleveren in bijzondere, voorzeker zeer zeldzame gevallen, bij voorbeeld wanneer de in pand gegeven voorwerpen kostbare zaken zijn wier waarde bij het onmiddellijk te gelde maken niet met de werkelijke waarde zou overeenstemmen.

Vierde opmerking.

Zoals wij het reeds hoger aanstipten, dient uit de tekst van artikel 2080 van het voorstel, de passus geweerd betreffende de verkoop, op de beurs, van openbare fondsen of van deviezen.

Het geval is inderdaad uitdrukkelijk voorzien door de artikelen 621bis en 621ter van het wetboek van burgerlijke rechtspleging. (art. 29 van het Koninklijk besluit nr. 300 van 30 Maart 1936).

Vijfde opmerking.

Op het stuk van de vorm zouden de algemene bewoordingen van het 2e lid van artikel 2080 kunnen worden verlicht en in verband gebracht met het eerste lid door het gebruik van "evenwel".

Anderzijds zou het woord "ontlener" dienen vervangen door "schuldenaar" dat trouwens in het laatste lid wordt gebruikt.

2081.

Artikel 2081 neemt bijna woordelijk de artikelen 5, 6, 7 en 8 van de wet van 5 Mei 1872 over.

Eerste opmerking.

De indiener van het voorstel heeft nagelaten de niet-verplichte tussenkomst der pleitbezorgers te voorzien (Vergel. artikelen 241 van het Burgerlijk Wetboek'en 82bis van het Wetboek van Burgerlijke rechtspleging).

Dergelijke hervorming vindt logischerwijze haar plaats in het raam van een vereenvoudigde en weinig dure rechtspleging, die overeenstemt met deze, welke bij de rechtbank van koophandel gevolgd wordt.

Wij hebben de tekst van artikel 2081 dienovereenkomstig aangevuld.

Tweede opmerking.

Enkele wijzigingen van ondergeschikt belang waarvan hierna gewag, kwamen ons gewenst voor.

1) Op de eerste regel, de uitdrukking "het aldus verkregen bevelschrift" vervangen door "bevelschrift".

2) Bij het eerste en tweede lid het woord "ontlener" vervangen door "schuldenaar".

3) Het is verkieslijk voor de tweede zin van het eerste lid de redactie te behouden, die voorkomt in artikel 5 van de wet van 1872.

4) Bij het 3e lid in de Franse tekst het woord "sera" vervangen door "est".

Derde opmerking.

Bij het 2e lid biedt het gebruik van de woorden "en in laatste aanleg gewezen", alhoewel zij in artikel 5 van de wet van 1872 voorkomen, stof tot kritiek, vermits de hoedanigheid van eerste of laatste aanleg, die aan een rechterlijke uitspraak verbonden is, niet afhangt van de daadwerkelijke uitoefening van een door de wet voorzien verhaal.

Het zou evenwel gevaarlijk zijn, zonder volstrekte noodzakelijkheid, een wettekst te wijzigen, zelfs zo hij weinig gelukkig is wanneer de zin ervan vaststaat en niet betwist wordt, vermits elke wijziging het gevaar zou kunnen opleveren geschillen, die beter te vermijden zijn, te doen ontstaan.

2082.

Woordelijke herhaling van art. 9 van de wet van 5 Mei 1872.

De tekst van het voorstel dient gewijzigd om het in overeenstemming te brengen met art. 29 van de op 25 September 1946 samengeschakelde wetten op het gerechterlijk concordaat.

2083.

Bijna woordelijke herhaling van art. 2078, lid 2, Burg. Wetb. en van art. 10 van de wet van 5 Mei 1872.

Vanzelfsprekend dient geen enkele wijziging aangebracht.

2084.

Het eerste lid van de tekst van het voorstel herhaalt gedeeltelijk artikel 2084 Burg. Wetb.

Wij stellen voor de twee leden van het nieuwe art. 2084 beknopt samen te brengen in eenzelfde tekst die zodanig opgesteld is dat al de gevallen worden voorzien in een algemene formule:

"De door bijzondere wetten en reglementen beheerste panden blijven onderworpen aan de bepalingen die op hen betrekking hebben.

Hierna volgt de opsomming van sommige belangrijke panden die door bijzondere beschikkingen worden beheerst:

1) De panden overhandigd aan een Openbare Kas van Lening (art. 2084 van het Burgerlijk Wetboek en de wet van 30 April 1848 op de herinrichting van de Bergen van Barmhartigheid, gewijzigd door de wet van 17 December 1923).

2) De warrants (wet van 18 November 1862).

3) Het in pand geven van de handelszaak (art. 1 tot 12 van de wet van 25 October 1919 gewijzigd door het Koninklijk

Besluit nr. 282 van 30 Maart 1936).

4) Het pand van de factuur (zelfde wet, art. 13 tot 17).

5) Het pand van de commissionnairs of van hun geldschieters op de hun door de opdrachtgevers overhandigde koopwaren (Wetboek van Koophandel, Boek I, titel VII, art. 14 tot 17).

6) Het pand voorzien bij de wet van 24 Juli 1921 op de ongewilde buiten bezitstelling van de titels aan toonder (infra).

7) De dekking waarvan sprake in het Koninklijk besluit nr. 10 van 15 October 1934 betreffende de termijnhandel in de ter beurs genoteerde effecten. Deze dekking mag zonder gerechterlijke machtiging te gelde worden gemaakt.

8) Het "original diposit" voorzien bij het Koninklijk besluit nr. 72 van 30 November 1939, tot regeling van de beurzen voor de termijnhandel in goederen en waren. Het te gelde maken van het pand werd er eveneens vereenvoudigd.

9) Het verpanden van de dotatieboekjes der krijgsgevangenen 1940-1945 (Min. Besl. 8 Mei 1948 - Staatsblad 15 Mei 1948).

Artikel 2.

Titel VII van Boek I van het Wetboek, van Koophandel, wordt door titel II van de wet van 5 Mei 1872 gevormd. In deze wet komt reeds een artikel 18 voor, dat vermeld staat onder de rubriek :" algemene beschikking", en waarvan de tekst luidt als volgt: "de artikelen 91 tot 95 van het Wetboek van Koophandel, zijn opgeheven."

Men kan dus geen artikel 18 aan de wet van 1872 bijvoegen, wanneer dit artikel reeds bestaat. Daarom dient er een artikel 17bis ingelast.

Artikel 3.

De noodzakelijkheid van overeenstemming legt de opheffing op van een aantal beschikkingen waarvan de meeste

in het wetsvoorstel niet vermeld worden.

1°) Titel I van de wet van 5 Mei 1872 die titel VI van het eerste Boek van het Wetboek van Koophandel uitmaakt.

Het is het enige door het voorstel voorziene geval.

2°) Art. 3 van de wet van 15 April 1884 op de geldleningen voor de landbouw gewijzigd door de wet van 21 Juni 1894.

Dit artikel is als volgt opgesteld:

"La réalisation du gage qui aurait été fourni par "le comptoir ou par ses membres sera, le cas échéant, pour- "suivie conformément aux articles 4 à 9 de la loi du 5 mai "1872. Toutefois, la requête sera adressée au président du "tribunal de première instance. Ce tribunal connaîtra de "l'opposition à l'ordonnance, et les significations seront "faites au greffe civil".

Bovengenoemd artikel heeft geen doel meer in het eengemaakte nieuwe stelsel.

3°) Artikel 7 van de wet van 9 Augustus 1889 betreffende de werkmanswoningen en de instelling van beschermingscomiteiten.

De tekst van dit artikel luidt als volgt:

"A défaut de paiement à l'échéance des sommes dues "à la Caisse, la réalisation du gage qui aurait été fourni sera poursuivie conformément aux articles 4 à 9 de la loi du "5 mai 1872. La requête sera adressée au président du tribu- "nal de première instance. Ce tribunal connaîtra de l'oppo- "sition à l'ordonnance et les significations seront faites "au greffe civil".

Zelfde opmerking als onder 2°.

4°) De laatste zin van het tweede lid van artikel 21 van de wet van 24 Juli 1921 op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder.

Dit lid was als volgt opgesteld:

"De inpandgeving moet bestaan uit titels genoteerd "ter Beurze en geschat op ten hoogste 80t.h. van de lopende "notering. Zij wordt gelijkgesteld met het handelspand".

Hier dient een belangrijke opmerking gemaakt.

Artikel 22 van bovenvermelde wet kent aan de voorzitter van de rechtbank van koophandel, zetelend in kortgeding, bevoegdheid toe om uitspraak te doen over alle moeilijkheden waartoe de bepalingen betreffende de door de wet van 1921 voorziene waarborgen (pand of borg) aanleiding mochten geven.

Er bestaat vanzelfsprekend geen enkel reden toe om de grondbeginselen van de wet van 1921 betreffend deze bevoegdheid dooreen te halen, des te meer omdat de tussenkomst van de voorzitter van de rechtbank van koophandel nog voorzien is door art. 5 van de wet met het oog op bekrachtiging van het verzet.

Het behoud van de bijzondere wetten die met bovenvermelde wet overeenstemmen, wordt overigens door het nieuwe artikel 2084 van het voorstel voorgeschreven.

5°) Art. 30 van het K.B. 300 van 30 Maart 1936.

Het gaat hier over de bepaling die op de verkoop, op de beurs, van de openbare fondsen en deviezen betrekking heeft en die op het einde van artikel 4 van de wet van 5 Mei 1873 ingelast werd.

Wanneer men rekening houdt met de verdwijning van dit artikel 4 en met de toepassing van artikelen 621bis en 621ter van het Wetboek van Burgerlijke rechtspleging, dringt de opheffing zich op.

6°) Het tweede lid van art. 1 van de wet van 20 Maart 1948 tot wijziging van sommige bedragen in burgerlijke en handels-

zaken.

*
* *

De aan sommige teksten toe te brengen wijzigingen

om de overeenstemming met

de nieuwe beschikkingen tot stand te brengen.

Het voorontwerp dat als bijlage aan dit advies gehecht is, brengt in zijn artikelen 4 tot 7 overeenstemmingen tot stand, die geen bijzondere toelichting vereisen.

Bijlage

Bij het advies van de Raad van State
aangaande het wetsvoorstel betreffende het pand.
(Belgische Senaat, zitting 1947 - 1948 doc. nr 92)

Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende het pand.

Eerste Artikel.

Hoofdstuk I van Titel XVII van Boek III van het Burgerlijk Wetboek zal luiden als volgt :

2073.-

Pand geeft aan de schuldeiser het recht om zich, bij voorrecht en voorkeur boven de andere schuldeisers, uit de in pand gegeven zaak te doen betalen, wanneer het gevestigd is overeenkomstig de wijzen, die zijn aangenomen voor de verkoop van goederen van dezelfde aard en het voorwerp van de pandgeving in het bezit gesteld en gebleven is van de schuldeiser of van een derde, omtrent wien partijen overeengekomen zijn.

De schuldeiser wordt geacht koopwaren in zijn bezit te hebben, wanneer zij te zijner beschikking zijn in zijn bergplaatsen of schepen, op het tolkantoor of in een openbare bewaarplaats, of wanneer zij, vóór hun aankomst, in zijn bezit zijn gesteld door een cognossement of door een vrachtbrief.

Een derde kan pand geven voor de schuldenaar.

2074.-

Aan de schuldeiser behoort het de dagtekening van de pandgeving te bewijzen . Dit bewijs kan worden geleverd door alle rechtsmiddelen.

Door de Raad van State voorgestelde wijzigingen.

Artikel 1.

Hoofdstuk I van titel XVII van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Hoofdstuk I - Het pand.

2073.-

Pand geeft aan de schuldeiser het recht om zich, bij voorrecht en voorkeur boven de andere schuldeisers uit de in pand gegeven zaak te doen betalen, wanneer het gevestigd is overeenkomstig de wijzen, die zijn aangenomen voor de verkoop van goederen van dezelfde aard en het voorwerp van de pandgeving in het bezit gesteld en gebleven is van de schuldeiser of van een derde, omtrent wien partijen overeengekomen zijn.

De schuldeiser wordt geacht d koopwaren in zijn bezit te hebben, wanneer zij te zijner beschikking zijn in zijn bergplaatsen of schepen, op het tolkantoor of in een openbare bewaarplaats, of wanneer zij, vóór hun aankomst, in zijn bezit zijn gesteld door een cognossement of door een vrachtbrief.

Aan de schuldeiser behoort het de dagtekening van de pandgeving te bewijzen. Dit bewijs kan worden geleverd door alle rechtsmiddelen.

2074.-

Een derde kan pand geven d de schuldenaar.

2075.-

Vroeger artikel 2079.

2075.

Tot aan zijn uitwinning, indien hiertoe gronden bestaan, blijft de schuldenaar eigenaar van het pand, dat in de handen van de schuldeiser niets anders is dan een bewaargeving, waardoor zijn voorrecht verzekerd wordt.

2076.-

Vroeger artikel 2080.

2076.-

De schuldeiser is, volgens de regelen bepaald in de titel Contracten of uit overeenkomst ontstane verbintenissen over het algemeen verantwoordelijk voor het verlies of de beschadiging van het pand die het gevolg zijn van zijn nalatigheid.

Van zijn kant moet de schuldenaar tegenover de schuldeiser instaan voor de nuttige en noodzakelijke uitgaven die laatstgenoemde tot het behoud van het pand gedaan heeft.

2077.-

De pandhoudende schuldeiser ontvangt, op de vervaldagen, de intresten, dividenden en kapitalen van de in pand gegeven waarden, en rekent ze aan op zijn schuldvordering.

Wanneer het pand bestaat in handelseffecten, oefent de schuldeiser de rechten uit van de houder en is hij gehouden tot diens verplichtingen.

2077.-

De pandhoudende schuldeiser ontvangt, op de vervaldagen, de intresten, dividenden en kapitalen van de in pand gegeven waarden, en rekent ze aan op zijn schuldvordering.

Wanneer het pand bestaat in handelseffecten, oefent de schuldeiser de rechten uit van de houder en is hij gehouden tot diens verplichtingen.

2078.-

Vroeger artikel 2082.

2078.-

De schuldenaar kan, tenzij de pandhouder het pand misbruikt, de teruggave er van slechts eisen, nadat hij de schuld, tot zekerheid waarvan het pand gegeven is, geheel heeft afbetaald, zowel wat de hoofdsom als wat de intresten en kosten betreft.

/ ..... /

2079.-

Vroeger artikel 2083.

2079.-

Het pand is ondeelbaar niettegenstaande de deelbaarheid van de schuld onder de erfgenamen van de schuldenaar of onder die van de schuldeiser.

2080.-

Bij gebreke van betaling op de vervaldag van de door het pand gewaarborgde schuldvordering, kan de schuldeiser niet over het pand beschikken.

Hij kan, na een aanmaning te hebben betekend aan de ontlener en aan de pandgevende derde, indien er een is, van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zetelend in kortgeding, verkrijgen, hetzij dat het pand hem wordt toegewezen als betaling van de schuld tot beloop er van volgens een door deskundigen gedane schatting, hetzij dat hij het pand, openbaar of uit de hand, naar keuze van de voorzitter, en door de persoon die deze aanwijst, mag doen verkopen.

Indien het openbare fondsen of deviezen betreft, geschiedt de verkoop op de beurs :

voor de titels of deviezen, die op de beursnotering zijn ingeschreven, op de gewone vergaderingen van de beurs of van een der beurzen, waar zij zijn genoteerd ;

voor de andere, op de openbare verkopingen, door de Beurscommissie ingericht.

De voorzitter van de rechtbank wijst voor elke der beurzen waar de verkoop zal geschieden, een op de lijst van deze beurs ingeschreven wisselagent aan, die overeenkomstig het reglement van de beurs en zonder verdere formaliteiten, tot de verkoop zal overgaan.

Op dit verzoekschrift wordt eerst uitspraak gedaam twee vrije

De erfgenaam van de schuldenaar, die zijn aandeel in de schuld betaald heeft, kan de teruggave van zijn aandeel in het pand niet eisen, zolang de schuld niet geheel voldaan is.

Omgekeerd kan de erfgenaam van de schuldeiser die zijn aandeel in de schuld ontvangen heeft, het pand niet terug geven ten nadele van diegenen onder zijn medeerfgenamen die niet betaald zijn.

2080.-

Bij gebreke van betaling op de vervaldag /...../, kan de schuldeiser niet over het pand beschikken.

Hij kan evenwel, na een aanmaning te hebben betekend aan de schuldenaar en aan de pandgevende derde, indien er een is, van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg /..../, op verzoekschrift verkrijgen, ofwel dat het pand hem wordt toegewezen als betaling van de schuld en tot beloop er van, volgens een door deskundige gedane schatting, ofwel dat hij gemachtigd wordt om het /.../, openbaar of uit de hand, naar keuze van de voorzitter en door de persoon die deze aanwijst, te doen verkopen.

/ ...../

Op het verzoekschrift wordt eerst uitspraak gedaan twee vrije

dagen nadat het betekend werd aan de schuldenaar en aan de pandgevende derde, indien er één is, met verzoek om intussen hun op- en aanmerkingen, indien er grond toe bestaat, aan de voorzitter te doen toekomen.

2081.-

Het aldus verkregen bevelschrift kan slechts ten uitvoer worden gelegd nadat het betekend werd aan de ontlener en aan de pandgevende derde, indien er een is. Indien de voorzitter van de rechtbank machtiging geeft tot openbare verkoop, moet deze betekening bovendien dag, plaats en uur vermelden, waarop daartoe wordt overgegaan.

Gezegd bevelschrift is definitief en in laatste aanleg gewezen, indien binnen de drie dagen na de betekening, de ontlener of de pandgevende derde, zo er een is, daartegen geen verzet doet, met dagvaarding vóór de rechtbank van eerste aanleg.

De termijn om in beroep te gaan van het op dat verzet gewezen vonnis bedraagt acht dagen te rekenen van de betekening.

Het bevelschrift en het vonnis zijn van rechtswege uitvoerbaar zonder borgstelling, niettegenstaande verzet of beroep.

De vorenbepaalde termijnen kunnen niet worden vermeerderd wegens de afstanden.

Wanneer de schuldenaar of de pandgevende derde, indien er een is, zijn woonplaats niet heeft in het gebied van de rechtbank van eerste aanleg, of indien hij er geen keus van woonplaats gedaan heeft, worden de in dit artikel vermelde betekeningen geldig gedaan ter griffie van die rechtbank.

2082.-

De uitoefening van de bij de vorige artikelen aan de pandhoudende schuldeiser toegekende rechten wordt

dagen nadat het betekend werd aan de schuldenaar en aan de pandgevende derde, indien er een is, met verzoek om intussen hun opmerkingen, indien er grond toe bestaat, aan de voorzitter te doen toekomen.

2081.-

Het /.../ bevelschrift kan slechts ten uitvoer worden gelegd nadat het betekend werd aan de schuldenaar en aan de pandgevende derde, indien er een is, met aanwijzing van dag, plaats en uur, waarop zal overgegaan, tot de openbare verkoping indien zij bevolen is geworden.

Gezegd bevelschrift is definitief en in laatste aanleg gewezen, indien binnen drie dagen na deze betekening de schuldenaar of de pandgevende derde, indien er een is, daar tegen geen verzet doet, met dagvaarding vóór de rechtbank van eerste aanleg.

De termijn om in beroep te gaan tegen het op dat verzet gewezen vonnis bedraagt acht dagen te rekenen van de betekening.

Het bevelschrift en het vonnis zijn van rechtswege uitvoerbaar zonder borgstelling, niettegenstaande verzet of beroep.

De vorenbepaalde termijnen kunnen niet worden vermeerderd wegens de afstanden.

Wanneer de schuldenaar of de pandgevende derde, indien er een is, zijn woonplaats niet heeft in het gebied van de rechtbank van eerste aanleg, of indien hij er geen keus van woonplaats gedaan heeft, worden de in dit artikel vermelde betekeningen geldig gedaan ter griffie van die rechtbank.

De tussenkomst van pleitbezorgers is vrij ; de kosten van hun tussenkomst worden niet begroot.

De zaak zal als spoedeisend behandeld worden.

2082.-

De uitoefening van de bij vorige artikelen aan de pandhoudende schuldeiser toegekende rechten wordt

noch door het faillissement, noch door de staat van uitstel van betaling, noch door het overlijden van de schuldenaar of van de pandgevende derde opgeschorst.

2083.-

Is nietig elk geding dat de schuldeiser machtigt om zich het pand toe te eigenen of er over te beschikken, zonder de hierboven voorgeschreven formaliteiten na te leven.

2084.-

Bovenstaande bepalingen zijn niet van toepassing op de behoorlijk toegelaten pandhuizen, waaromtrent de desbetreffende wetten en reglementen worden nageleefd.

Bovendien doen zij geen afbreuk aan de wetten en reglementen tot regeling van bijzondere panden, zoals het pand op de handelszaak, het pand op de factuur, enz.

noch door het faillissement, noch door de staat van uitstel van betaling, noch door het gerechtelijk concordaat, noch door het overlijden van de schuldenaar of door de pandgevende derde opgeschorst.

2083.-

Is nietig elk geding dat de schuldeiser machtigt om zich het pand toe te eigenen of er over te beschikken, zonder de hierboven voorgeschreven formaliteiten na te leven.

2084.-

De door bijzondere wetten en reglementen beheerste panden blijven onderworpen aan de bepalingen die op hen betrekking hebben.

Artikel 2.-

Aan titel VII van Boek I van het Wetboek van Koophandel " De Commissie ", wordt een artikel 18 toegevoegd, luidende :

" Het pand tot verzekering van het wettelijk voorrecht der commissionnairs of hun geldschieters wordt geregeld bij de artikelen 2073 alinea 2, en 2080 tot en met 2083 van het Burgerlijk Wetboek."

Artikel 3.-

De bepalingen van de wet van 5 Mei 1872 betreffende het pand, welke Titel VI van het Wetboek van Koophandel vormen, worden ingetrokken.

Artikel 2.-

Titel 2 van de wet van 5 Mei 1872 die titel VII van Boek I van het wetboek van Koophandel uitmaakt, wordt aangevuld door een artikel 17 bis dat luidt als volgt :

Artikel 17 bis.-

Het pand tot verzekering van het wettelijk voorrecht der commissionnairs of hun geldschieter wordt geregeld bij artikelen 2073, lid 2, en 2080 tot en met 2083 van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 3.-

Zijn ingetrokken :

1°/Titel I van de wet van 5 Mei 1872 die titel VI van Boek I van het Wetboek van Koophandel vormt ;

2°/ Artikel 3 van de wet van 15 April 1884 op de geldleningen voor de landbouw, gewijzigd door de wet van 21 Juni 1894 ;

3°/ Artikel 7 van de wet van 9 Augustus 1889, betreffende de werkmanswoningen en de instelling van beschermingscomiteiten ;

4°/ De laatste zin van het tweede lid van artikel 21 van de wet van 24 Juli 1921 op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder ;

5°/ Artikel 30 van het K.B. Nr. 300 van 30 Maart 1936 ;

6°/ Het tweede lid van artikel 1 van de wet van 20 Maart 1948 tot wijziging van sommige bedragen in burgerlijke en handelszaken.

Artikel 4.-

Artikel 2090 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

De bepalingen van artikelen 2074 en 2079 zijn op het gebruikspand zowel als op het pand toepasselijk.

Artikel 5.-

Artikel 16 van de wet van 18 November 1862 houdende instelling van het warantstelsel, wordt door de volgende bepaling vervangen :

Het uitoefenen der rechten die bij artikelen 13, 14 en 15 aan de pandhebbebbende schuldeiser worden toegekend, wordt noch door faillissement noch door de staat van uitstel van betaling, noch door het gerechtelijk concordaat, noch door het overlijden van de schuldenaar opgeschorst

Artikel 6.-

Artikel 12 van de wet van 25 October 1919 betreffende het inpand geven van de handelszaak, het discont en het inpand geven van de factuur alsmede de aanvaarding en de keuring van de rechtstreeks voor het verbruik gedane leveringen, gewijzigd door het Koninklijk besluit Nr. 282 van 30 Maart 1936, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Het te gelde maken van de in pand gegeven handelszaak moet overeenkomstig de artikelen 2080 tot 2083 van het Burgerlijk Wetboek worden vervolgd

De voorzitter kan de schuldeiser toelating verlenen om de handelszaak hetzij in haar geheel, hetzij bij delen te verkopen.

Artikel 7.-

Het derde lid van artikel 8 van het Koninklijk besluit 150 van 18 Maart 1935 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito - en Consignatie Kas en tot aanbrenging van wijzigingen daarinkrachtens de wet van 21 Juli 1934, wordt door de volgende bepaling vervangen :

De door de deponent ondertekende aangifte geldt als de inpandgevingsakte en geeft aan de pandgever voorrecht op de gedeponeerde gelden.

Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :
De artikelen 2080, 2081 en 2083 van het Burgerlijk Wetboek zijn niet van toepassing op de door 's Rijkskassier ontvangen borgtochten ; op verzoek van het betrokken bestuur kan de Minister van Financiën de gedeponeerde waarden tegen de koers van de dag doen verkopen.

Gezien,

(get.: VAN BUNNEN

Auditeur.

De Voorzitter,

(get.) J. SUETENS.

Voorzitter van de Raad van State.